

# Horizons et débats

AZA  
8044 Zürich  
POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## L'homme et la culture: à la fois créateur et créature

La transmission culturelle est étroitement liée aux générations précédentes

par Moritz Nestor, psychologue

«L'homme heureux ne  
sait pas toujours dire merci,  
Mais c'est un homme heureux  
que celui qui sait remercier»  
«Tous les jours du malheureux  
sont mauvais,  
Mais le cœur content est  
un festin perpétuel.»  
(Proverbes 15, 15, texte or. fr. vérifié)

Transmettre le savoir et les acquis de la génération précédente, tout comme ceux de toutes celles qui l'ont précédée est certes vital pour le petit enfant, mais plus encore, c'est la culture toute entière qui bénéficie des retombées de ce savoir ancestral. Car il faudra bien un jour que les générations montantes assument leur rôle de pilier de la culture, ce qui impliquera inévitablement l'ensemble des aptitudes sociales dont ils auront hérité. Eliane Perret a livré son analyse sur cette problématique du point de vue psychologique et pédagogique, dans son article «Tu sais, si tu agis ainsi, tout va bien se passer... Pourquoi nous devons transmettre notre expérience à la génération suivante» (*Horizons et débats* n° 27 du 7 décembre 2021). Dans ce contexte il s'agit à présent d'examiner l'importance de l'éducation pour la transmission culturelle.

Depuis près de dix ans, les troubles infantiles de l'acquisition du langage et du développement moteur et social sont en augmentation en réaction à l'élargissement du règne de «l'enfant-roi», surprotégé et gâté. Un des marqueurs les plus frappants en est l'augmentation d'une prononciation de plus en plus défectueuse chez les jeunes enfants. Sachant que l'enfant apprend à penser et à parler par l'établissement d'un dialogue permanent avec ses parents, qu'il est intégré et soutenu émotionnellement par la relation d'intimité qu'il entretient avec eux, la question se pose de l'absence de ce dialogue crucial, aujourd'hui inexistant dans notre culture ou alors réduit à sa plus simple expression. Une étude scientifique récente souligne que pour beaucoup d'enfants, il est devenu impossible de s'absorber totalement dans un jeu. Ce constat implique donc le plus souvent une perturbation majeure au sein d'un processus basique de développement mental, lequel est cependant une condition préalable à la formation de la capacité d'apprentissage pour une personnalité infantile équilibrée. Dans son article, *Eliane Perret* en résume ainsi les conséquences: «[...] on voit émerger toute une génération de princes et de princesses fort peu concernés par leur communauté mais qui insisteront continuellement sur leur individualité.» Une société dont les enfants sont de moins en moins intéressés par la transmission de l'expérience de ceux qui les ont précédés va forcément en subir les répercussions.

### Seuls deviennent viables ceux qui peuvent s'appuyer sur la culture

Le comportement propre à toute espèce animale «se manifeste de lui-même en tout individu, en fonction de son héritage instinctif». Mais les trajectoires qui régissent l'existence sont le fruit de notre propre évolution. «La culture est la nature de l'homme», dit l'anthropologue *Adolf Portmann*. L'homme peut façonner son environnement dans le monde entier et, dans la cohabitation avec ses semblables, transformer la nature elle-même en «nature seconde», en culture. L'environnement naturel de l'homme provient toujours de la nature qu'il a transformée: la «sphère commune» (*Portmann*). Mais c'est précisément pour cette raison que «l'individu, dont les



La culture évolue par les relations humaines. (photo mad)

forces créatrices sont limitées, est nécessairement tributaire de ce que d'autres ont déjà réalisé avant et pour lui et qu'il peut ainsi profiter de ce qu'ils ont accompli», comme l'écrit l'anthropologue *Michael Landmann* en 1961 dans son remarquable ouvrage «Der Mensch als Schöpfer und Geschöpf der Kultur» (L'homme et la culture: à la fois créateur et création). «Etant un être culturel, il est nécessairement un être de tradition». (*Landmann*, p. 19)

L'être humain est «totalement» structuré en fonction du milieu culturel ambiant, il s'y est en quelque sorte intégré, comme le poisson dans l'eau et l'oiseau dans l'atmosphère.

Ce n'est que grâce à la permanence de la culture qu'il se tient debout, c'est son unique soutien auquel il doit la vie. (*Landmann*, p. 22)

### L'homme se crée d'abord en tant que créature de sa culture

L'être humain n'est pas pour autant voué à une forme unique de culture. L'homme est «une question ouverte sans fin, à laquelle lui-même donne autant de réponses qu'il y a de cultures» (*Landmann*, p. 27). L'ordre public et les institutions sociales, les mœurs et les coutumes, le concept de l'être humain, la religion, l'art, la littérature, la technique et les sciences – l'ensemble des modes de comportement et du déroulement de la vie ainsi que les attitudes idéologiques au sein d'une même culture sont «des créations cristallisées provenant de nos ancêtres. Enfin, ce sur quoi repose à présent la vie du dernier arrivé a été produit par eux en leur temps pour ensuite s'institutionnaliser». (*Landmann*, p. 23)

Toute la diversité de la culture dans laquelle un enfant naît lui est transmise, d'abord dans et par la famille, ensuite par le jardin d'enfants, plus tard par l'école, la formation, les différentes formes d'associations et de vie en commun. Il n'apprend pas la langue tout court, mais toujours la langue de sa culture, sa langue maternelle donc. Il n'apprend pas la pensée, mais la pensée et les sentiments prévalant dans sa culture, etc. Et cela bien sûr diffère d'une culture à l'autre.

Ce qui veut dire que l'enfant qui grandit est avant tout la création de sa propre culture, apprenant tout à la base en s'identifiant à ses parents puis, plus tard, à ses enseignants. Il doit tout apprendre car il ne peut «rien produire par lui-même, chaque être humain [...] ne naissant pas seulement avec la capacité

humaine de production, mais également soutenu par les apports déjà existants des générations précédentes, fidèlement préservés et transmis aux générations suivantes, et qui sont là pour qu'ils se les approprient.

Nous sommes toujours les héritiers d'un monde passé qui, pour sa part, a thésaurisé connaissances et mis au point des outils pour rendre la vie plus facile, qui se sont accumulés selon un processus millénaire et incessant». (*Landmann*, p. 18 et suiv.)

### Sa grande dépendance est un avantage pour le jeune enfant

Cette «hérité culturelle» véhiculée par la tradition est, contrairement à l'hérité génétique, incomparablement plus formatrice. «Toutes nos pensées, toutes nos actions jusqu'aux plus intimes, même nos prières et nos amours, tout prend forme [...] uniquement grâce à elle.» (*Landmann*, p. 20) Le style d'éducation qui prévaut dans la société est lui aussi une «création cristallisée» émanant de nos ancêtres. La conception et la transmission de tous les biens culturels se font à travers et par la grâce du langage. Ce dernier s'est lui-même constitué au fil des millénaires grâce aux apports de multiples générations. Sans le langage, la chaîne de la transmission culturelle est vouée à l'extinction.

La culture, œuvre humaine tout comme sa transmission, est perfectible et sujette à métamorphoses. Nous pouvons bien sûr toujours nous y opposer, ouvrir de nouvelles voies. Mais avant que l'homme n'apprenne à formuler ses idées de manière autonome, il reste, pendant une longue période de son enfance, le résultat généré par sa propre culture, personnalisée par ses parents et ses enseignants, qui lui inculquent le genre de vie et les attitudes mentales de sa culture et de ses richesses. Le devenir du jeune enfant dépend totalement des compétences sociales et éducatives de sa famille, elle-même ancrée dans la culture locale et cela tourne entièrement à son avantage.

Car le descendant qui recueille cette culture se retrouve en possession de la «plénitude de cette richesse accumulée par les générations, telle que l'individu ne pourrait jamais l'élaborer lui-même durant sa courte vie», il devient «bénéficiaire» de cette richesse, et «n'a plus qu'à grandir en suivant les règles et les orientations qui ont été tracées pour lui depuis des temps immémoriaux, et dans lesquelles ensuite se déroulera également sa vie.

Et cela lui a été rendu possible uniquement par ce transfert culturel, grâce auquel il a pu emprunter des sentiers tout tracés qui l'ont guidé et l'ont eux-mêmes conduit vers son but, et non pas grâce à ses propres forces ou ses capacités, c'est cette transmission et elle seule qui lui a permis de continuer à vivre, et finalement de développer son existence à un niveau de plus en plus élevé». (*Landmann*, p. 18 et suiv.)

### Styles d'éducation, de l'autoritarisme aux enfants gâtés

Les parents, eux aussi, ont subi ce même processus formateur qui a fait d'eux des produits typiques de leur culture et de l'éducation traditionnelle héritée du passé. Lorsqu'ils ont eux-mêmes eu des enfants, influencés par la mentalité de l'époque, ils ont eux-mêmes créé leur propre méthode éducative. C'est ainsi que l'instructeur et le parent rigide des années cinquante et soixante du 20<sup>e</sup> siècle, a laissé la place, à la faveur de l'évolution et des ruptures dans les valeurs et les normes culturelles survenues alors dans l'ensemble de la société, à un éducateur «antiautoritaire», voire «anti-pédagogue», désireux d'élever ses enfants «plus librement» et mettant ses théories en pratique. Mais des vestiges intériorisés encore que passablement refoulés de l'éducation traditionnelle «à l'ancienne», celle de l'époque où lui-même était encore «formaté» selon les principes éducatifs de ses propres parents, vivaient encore en cet éducateur nouveau genre et influençaient sa conduite en la matière. Cela a bien souvent conduit à des comportements types: motivés par les bonnes intentions et empreints d'amour parental, et souhaitant avant tout ne pas se montrer trop sévère ou répressif – termes dans lesquels on engloba bientôt toute prétention normale à l'autorité en tant que personne ayant l'expérience de la vie – il y eut vers la fin du 20<sup>e</sup> siècle, de moins en moins de parents désireux d'adopter l'attitude instinctive de toute femelle animale envers sa progéniture: C'est moi le chef de meute. Ces parents «modernes» ne voulaient plus être «sévères», soucieux avant tout de savoir si les petits sont «contents» d'eux, voulaient que l'enfant puisse s'épanouir librement et ont en conséquence très rapidement instauré l'idée que toute correction d'un comportement inapproprié était de l'«autoritarisme». Petit à petit, on a donc vu s'installer l'éducation en mode «gâteux».

C'est précisément parce que nous, les êtres humains, devons absolument passer par le stade de l'apprentissage afin d'aborder la vie de manière autonome qu'il faut dès maintenant mesurer les conséquences de la baisse ou même de la fin du transfert d'expérience à la génération suivante du fait d'un changement de valeurs culturelles.

En effet, la culture ne peut être transmise et maintenue de génération en génération qu'au travers de l'éducation et de la formation. Le langage en est la preuve manifeste. Tout ce dont une culture s'est dotée au cours de son histoire, le tissu dense et vital de ses valeurs, ses comportements, ses règles et ses lois, a été mis en place grâce au langage et ne peut s'acquérir que par lui. Si l'apprentissage des acquis se réduit, notamment en raison de la détérioration et de l'atrophie du langage, le lien universel de la culture s'affaiblit.

En fin de compte, on se retrouve face à un processus irréversible aux conséquences tragiques pour la cohésion sociale dans tous les domaines de la vie communautaire, et finalement aussi pour l'Etat en tant qu'institution,

## «L'homme et la culture ...»

suite de la page 1

car il est lui aussi une création culturelle dont l'objectif est d'assurer à ses peuples la paix, la justice et la sécurité.

### La genèse de la culture humaine – un comportement unique au sein de la nature

L'homme est libre de faire et d'apprendre ce qu'il veut, mais seulement dans les limites de la nature. La nature de l'homme, en tant qu'être de culture et de tradition, est un phénomène inhérent à cette nature. Dans le règne animal, plus une espèce adopte un mode de vie social, moins cette espèce va interagir de manière purement instinctive et pulsionnelle, et plus elle sera capable, en intériorisant ses comportements, de percevoir, d'expérimenter et d'agir par elle-même en tant que sujet. On observe donc un apprentissage social notamment chez les mammifères supérieurs. Dans toutes les espèces de primates, l'existence du lien social est vitale pour garantir le bon développement des nouveau-nés. Différentes tribus de singes peuvent même développer des formes de comportement particulières, qui seront transmises de génération en génération. C'est pourquoi on parle de «cultures» simiesques. Il n'en demeure pas moins que la formation de la culture humaine constitue un phénomène unique dans le système de la nature.

Nous ne sommes pas génétiquement adaptés à tel ou tel environnement spécifique, mais nous pouvons nous accommoder de pratiquement toutes les conditions de vie accessibles sur terre en créant tout ce qui nous maintient en vie, et ceci grâce à la coopération avec nos congénères. Cela se produit partout au sein de cultures qui développent parallèlement un langage favorisant la construction culturelle. Chaque unité culturelle façonne ainsi des territoires partout dans le monde, que nous «habitons», que nous appréhendons, qui nous sont familiers et dans lesquels la vie de l'espèce est protégée – et tout cela dans et par la grâce d'une langue particulière.

Le petit d'homme naît «ouvert au monde», manifestant de fortes prédispositions sociales à la formation et à l'éducation et une capacité d'apprentissage presque illimitée. Dès le début, ses sens sont en éveil pour tout apprendre de ses parents, notamment ce qu'est son entourage, ce que sont les autres et comment se comporter, tout cela en observant et en imitant la façon dont les adultes gèrent leur vie dans ce monde encore inconnu, tout en apprenant de plus en plus ce qu'est sa nature. C'est ainsi que le juvénile grandit au sein de sa culture, chez les êtres humains.

### Les diverses cultures, des réponses individualisées aux enjeux de l'existence

Le jeune enfant apprend petit à petit tout ce que sa culture a élaboré pour préserver son existence et son bien-être, tout en pensant qu'il s'agit là de processus naturels. Ce n'est que plus tard, lorsqu'il découvre d'autres façons de vivre, qu'il commence à comprendre que tout ce qu'il considérait jusqu'alors comme naturel était en réalité un apprentissage. Les méthodes utilisées au sein de sa propre culture pour résoudre les problèmes fondamentaux de subsistance et de cohabitation sont différentes de celles appliquées dans d'autres cultures.

Toutes les cultures se retrouvent cependant soumises aux mêmes impératifs dictés par la nature: sauvegarder et préserver la vie, protéger les personnes âgées, les malades et ceux qui sont vulnérables, se nourrir, se vêtir, se tenir à l'abri des intempéries, transmettre la vie au travers de la famille, apprendre l'amour, élaborer la forme la plus appropriée et la plus juste de la vie en communauté, créer l'amitié et l'étude, improviser une forme de coopération sociale au sein de groupes réduits, etc. Alfred Adler a un jour divisé ces exigences vitales en trois domaines distincts: l'amour, le travail et la communauté. Ainsi, les progrès les plus importants de la civilisation, les plus belles conceptions culturelles, ont été réalisés au sein de civilisations qui ont cherché à concrétiser l'objectif suprême de l'humanité, de la compassion et de l'amour du prochain au travers de toutes leurs créations culturelles.

### Un développement culturel fondé sur les enseignements tirés de l'expérience des anciens

Ces valeurs humaines propres à la culture pacifique, son style de vie et sa conception de l'être humain se perpétuent d'une génération à l'autre par le biais de la tradition. Le stade

auquel est parvenu le développement culturel est un marqueur type de la synergie de nombreuses générations au cours de l'histoire. Ce mode de croissance culturelle est propre à l'espèce humaine et ne se retrouve chez aucune autre espèce. L'enseignant, celui qui, au sens le plus large du terme, transmet le savoir, est véritablement le propre de l'homme. Une nouvelle génération ne doit plus nécessairement repartir de zéro pour apprendre tout ce dont elle a besoin. Bien au contraire, tous ceux qui transfèrent les acquis, au nombre desquels on trouve d'abord les parents, qui sont les premiers éducateurs, vont pouvoir la faire bénéficier de l'expérience et du savoir-faire acquis par des générations au cours de l'histoire par le biais de la connaissance. En outre, en amenant avec eux un apprentissage de l'observation par identification, les nouveaux membres d'une communauté humaine sont naturellement dotés des meilleurs outils pour recevoir de la génération des parents et des grands-parents les expériences ancestrales contenues dans la richesse culturelle.

### La valeur de l'expérience et le contrat naturel entre les générations ...

Ce faisant, une sorte de «contrat» naturel lie les générations successives: sans l'aide de l'homme, l'homme ne peut lui-même devenir homme. Pour l'être humain, toute vie en communauté est par essence fragile, surtout dans la première et la dernière phase de la vie, où elle dépend largement de l'assistance et de l'aide extérieures. La prospérité et un style de vie axé sur le plaisir et la consommation occultent de plus en plus la richesse de l'expérience du vécu des personnes âgées. Ils ont été des actifs et ont pu éprouver ce que veut dire d'avoir accompli le parcours de toute une vie. Pour le jeune homme qui se trouve à l'orée de son existence, cette expérience du vécu est encore hors de portée. Les gens plus âgés, qui peuvent devenir ses mentors, demeurent les témoins vivants d'un passé révolu. Ce sont eux qui contribuent au développement culturel en transmettant à la génération suivante leurs expériences et celles de leurs ancêtres. La sérénité à laquelle peut accéder une personne âgée, précisément parce qu'elle a acquis une vue d'ensemble de la vie, est à l'origine de ce que nous pouvons appeler la sagesse de l'âge. C'est là justement que la jeune génération peut apprendre à considérer avec plus de recul, de calme et de confiance ses propres soucis, petits et grands, au moment d'entrer dans la vie, grâce au point de vue plus réaliste et plus expérimenté de la personne âgée.

### ... et le choc lorsqu'il est rompu!

En tant qu'êtres humains, nous devons à la génération de nos parents et grands-parents la vie dont ils nous ont fait cadeau. C'est grâce à leur aide et à leurs soins que nous avons pu devenir des êtres humains. En notre for intérieur, nous ressentons tous envers eux un profond sentiment de gratitude, qui nous pousse à vouloir leur rendre aujourd'hui ce qu'ils nous ont autrefois donné – donné par amour, sans que nous n'ayons rien demandé. C'est ce contrat invisible qui lie naturellement les générations entre elles. Il est au cœur de notre nature sociale. Tout comme nous l'avons eu autrefois en tant qu'enfants, la vieille génération a droit aujourd'hui au même engagement total et aux mêmes soins affectueux que ceux que nous avons si joyeusement reçus d'elle par le passé. C'est le droit tout naturel pour la génération des parents à présent qu'ils ont pris de l'âge et ce contrat entre générations n'est pas résiliable. Nous pouvons le transgresser, mais «lorsqu'un homme porte sur lui-même et sur ses devoirs dans la vie une vision erronée, il va se trouver confronté tôt ou tard à l'opposition véhémente de la réalité, qui exige des solutions allant dans le sens du sentiment de communauté», car sans entraide, la cohabitation humaine devient impossible. «Ce qui se passe lors de cette confrontation peut être comparé à un effet de choc», remarque Alfred Adler: le préjudice causé à autrui est la manifestation accablante du déni du droit au secours et à l'aide.

### Il faut être reconnaissant envers nos ancêtres, car sans eux nous ne serions pas là

Quand on réalise que tout ce dont nous disposons pour vivre est le résultat de l'œuvre collective d'innombrables générations au cours des siècles passés, une accumulation totalement impossible à accomplir par une seule génération isolée, et encore moins par un seul individu, on se rend compte d'une chose qui risque de disparaître aujourd'hui: en tant qu'être humain, j'ai toutes les raisons d'être reconnaissant envers

mes ancêtres, car sans eux je ne serais pas là. Et je veux transmettre à la génération suivante ce qui m'a été donné lorsque j'ai grandi dans ce monde, en y apportant des améliorations. C'est uniquement de cette façon que nous pourrions vivre en tant qu'êtres humains et non en tant que Robinsons désespérés. Otto Friedrich Bollnow appelle cette notion la «vertu de la gratitude».

### «Quand un professeur t'enseigne une phrase, tu lui dois une reconnaissance à vie».

Pendant de longues années, j'ai enseigné l'allemand en tant que langue étrangère. Dans l'une de mes classes se trouvait parmi les élèves un Egyptien d'une quarantaine d'années, père de famille. Son voisin, un Italien d'environ 18 ans, du genre macho prononcé, était incapable d'apprendre quoi que ce soit parce qu'il n'entendait pas qu'on lui dicte sa conduite, un de ces «petits princes trop gâtés» comme on n'en rencontrait pas encore tellement à cette époque. L'Egyptien, ça ne l'a pas impressionné. Il a dit devant toute la classe que lui, il était issu de la culture arabe et qu'il ne comprenait pas au nom de quoi on pouvait refuser d'apprendre des autres. C'est ce que son père lui avait appris «Quand un professeur t'enseigne une phrase, tu lui dois une reconnaissance à vie». Je revois encore aujourd'hui son visage souriant: il était si sûr de lui, il était fier de son père et de sa culture, qui lui avait transmis cela sur le chemin de la vie. «Le professeur, nous, on le vénère! Le professeur, c'est fondamental!», nous a-t-il dit en rayonnant. Cet homme était reconnaissant! – et aussi assuré qu'une mère-chien qui sait d'instinct diriger ses chiots. C'est ce que voulait dire Landmann lorsqu'il écrivait: De par sa nature, l'homme est «conçu pour se fondre dans le milieu ambiant de la culture, il y est en quelque sorte plongé comme le poisson dans l'eau et l'oiseau dans l'atmosphère. Ce n'est que grâce à elle qu'il se tient debout, ce n'est que parce qu'elle le porte qu'il est capable de vivre». (Landmann, p. 22)

### A l'enfant gâté, il manquera toujours d'avoir été formé à l'entraide

Pour l'enfant gâté, ce lien très fort n'existe tout simplement pas. On perçoit bien ici les terribles répercussions du système d'éducation déliquescant qui en se généralisant a donné naissance à une génération de princesses et de princes incapables de s'intéresser à la communauté, car tout service rendu ou geste envers les autres leur paraît une exigence insupportable. L'enfant gâté trouve tout naturel les bienfaits que la culture lui a offerts, et même les exige, en «profite» au besoin, mais ne se sent pas pour autant redevable de son amour envers ses bienfaiteurs, ceux qui lui ont si volontiers tout donné et transmis par amour. Il est incapable de faire preuve de gratitude pour ce qu'il a reçu et n'éprouvera que rarement le besoin d'offrir à son tour quelque chose à ses descendants. «Celui qui est reconnaissant se sent toujours redevable envers son bienfaiteur; l'ingrat oublie aussitôt les bienfaits qu'il a reçus» et «se garde bien d'en tirer des enseignements pour sa façon d'être à l'avenir. Cependant il se met ainsi lui-même en dehors de la communauté naturelle. [...] En ce sens, la gratitude est une vertu qui rend la cohabitation humaine fluide et sans heurts». (Bollnow, p. 130) Mais ce qui manque à l'enfant gâté, c'est justement la formation à l'entraide. «Il s'agit d'une chaleur propre à la relation humaine, qui naît de la conscience que l'on a de ses obligations et qui s'associe facilement au sentiment d'une attention respectueuse». (Bollnow, p. 130) Les acquis de la culture sont en effet un cadeau fait aux générations futures par le monde d'avant, un cadeau conçu pour l'avenir et dont on ne pourra pas récolter soi-même les fruits mais dédié aux générations futures afin qu'elles acquièrent, en tant qu'êtres humains, une plus grande stabilité dans la vie ainsi qu'une identité solide dans et par le lien avec leur culture. Mais le sentiment naturel dont chaque être humain est capable et auquel les enfants gâtés devraient à nouveau tenter d'avoir accès, c'est la reconnaissance de ce fait: «si ma vie est ce qu'elle est, ce n'est pas uniquement grâce à moi seul.» Mais cela suppose d'avoir accédé à la maturité, avoir compris que l'homme ne peut vivre uniquement par ses propres moyens, mais que «le meilleur doit toujours nous être donné», à savoir l'amour des parents qui donnent la vie et la chérissent et la collaboration de toute une culture séculaire, qui la transmet: les véritables enseignants au sens le plus large, ceux qui transmettent la culture protectrice en se joignant aux parents.

### L'entraide ne peut s'épanouir que dans la liberté et l'amour

La réciprocité entre générations est un contrat intangible mais sans pourtant qu'intervienne la contrepartie économique dans les échanges d'un service rendu contre un autre. Ce contrat est le lien naturel existant au sein de la solidarité humaine et repose sur une «prestation» non anticipée, offerte sans prétendre à une contrepartie, qui «génère chez l'autre la volonté de répondre, selon les cas échéant, par une intervention spontanée qui ne peut être obtenue selon une contrainte contractuelle, de quelque sorte qu'elle soit». (Bollnow, p. 130) La véritable gratitude se manifeste dans la liberté et l'amour et n'est tout simplement pas une relation de dépendance servile. Mais comment pourrait-on inculquer cette notion à une génération de princesses et de princes? C'est la question que nous nous posons face à une réalité éducative que nous avons nous-mêmes créée et que nous sommes les seuls à pouvoir changer.

### Aider les autres peut devenir un trait de caractère inné

Dans la nature, l'être humain est le seul à pouvoir, et même à devoir, créer des institutions sociales pour survivre: Tout ce qu'une culture a instauré en termes d'ordre public et de justice – des règles de comportement les plus simples au sein de la famille jusqu'aux institutions étatiques – rien de tout cela n'a été le fait d'individus isolés qui pensaient, ressentiaient et agissaient seuls. Chez le petit enfant, l'entraide et la coopération mûrissent au cours de la première année de vie, puis apparaissent comme un besoin intérieur. C'est le noyau de la nature sociale de l'homme et ne nécessite pas de lui être inculqué. Il peut devenir la caractéristique principale de l'être humain. C'est ainsi que les enfants des hommes peuvent apprendre à développer une identité forte ainsi qu'une pensée et des sentiments tournés vers la communauté dans un monde culturel créé par l'homme. C'est ce que nous enseignent les Sciences Humaines.

Un grand héritage culturel, une pensée magnifique. Seuls nos actes empreints de discernement et de compassion peuvent donner vie à ce trésor.

Bibliographie:

- Evelyn Schmidt und Hans Dieter Richter. *Entwicklungswunder Mensch*. (Le miracle du développement humain) Leipzig 1986  
 Michael Landmann. *Der Mensch als Schöpfer und Geschöpf der Kultur*. (L'homme, créateur et créature) München 1961  
 Michael Tomasello. *Warum wir kooperieren*. (Pourquoi nous coopérons) Berlin 2010  
 Daniel Haun. *Primatenkultur? Kulturelle Unterschiede im Sozialverhalten von Schimpansen*. Vortrag im Rahmen des Collegium generale. (Cultures des primates? Différences culturelles dans le comportement social des chimpanzés.) Berne 2016  
 Christophe Boesch. *Wild cultures: a comparison between chimpanzee and human cultures*. (Cultures sauvages: une comparaison entre les cultures des chimpanzés et celles des humains) Cambridge University Press 2012  
 Adolf Portmann. *Biologische Fragmente zu einer Lehre vom Menschen*. (Fragments de biologie pour une doctrine de l'humain) Basel 1951  
 Otto Friedrich Bollnow. *Neue Geborgenheit*. (Un nouveau confort sécuritaire) Stuttgart/Berlin/Cologne 1973

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Rédaction  
Jean-Daniel Urben  
Peter Küpfer

Rédaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».

# Les Etats-Unis, l'OTAN, la Russie et la Charte de sécurité de l'OSCE

## Deux déclarations officielles de la Russie

hd. La confrontation exacerbée entre les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE d'une part, et la Russie d'autre part, fait que chez nous, en Occident, on ne rend plus compte de manière impartiale de la position de la partie russe. Nos médias occidentaux présentent généralement la position

russe de manière très succincte, hors contexte et déformée. Cela ne contribue pas à une solution politique du conflit. C'est pourquoi nous documentons à nouveau les prises de position officielles de la Russie. L'opinion publique occidentale devrait également prendre connaissance de la position

russe, du moins sérieusement. La traduction française des deux textes suivants est disponible sur le site Internet du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. Le texte a été légèrement rédigé à certains endroits par la rédaction.

## Réponse à la presse de Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Moscou, 27 janvier 2022

*Question: Vous avez reçu la réponse des Américains au sujet de la proposition russe sur les garanties de sécurité. Que contient-elle? Quelle est leur réaction? Antony Blinken a déclaré qu'ils ne voulaient pas que le document transmis soit rendu public. Qu'a décidé la partie russe?*

**Sergueï Lavrov:** Je pense que le contenu de la réponse sera connu du grand public très prochainement. Comme nos collègues américains nous l'ont dit (bien qu'ils auraient préféré que le document ne sorte pas du cadre du dialogue diplomatique confidentiel), il a été convenu avec tous les alliés des Etats-Unis et la partie ukrainienne. Personne ne doute qu'il y aura des «fuites» dans un avenir très proche.

En ce qui concerne le contenu du document. Il y a là des réactions qui nous permettent de penser qu'une conversation sérieuse va s'engager, mais sur des thèmes secondaires. Sur la question principale, ce document ne contient pas de réaction positive. La question principale est notre position claire sur le caractère inadmissible d'une nouvelle extension de l'OTAN vers l'Est et du déploiement d'armes offensives susceptibles de menacer le territoire de la Fédération de Russie. Cette position ne sort pas de nulle part. Comme vous le savez, les questions relatives à la non-expansion ou à l'expansion de l'OTAN (c'est selon) ne datent pas d'hier. Au début des années 1990, puis dans les années 1990, quand l'Allemagne s'est réunifiée et que les questions de sécurité européenne étaient en train d'être résolues, on nous avait juré qu'il n'y aurait pas

le moindre pouce d'extension de l'OTAN à l'Est de l'Oder. Ces faits sont bien connus et figurent dans de nombreux mémoires de personnalités britanniques, américaines et allemandes. Mais aujourd'hui ce sujet fait l'objet d'un débat très pointu, on a commencé par nous dire que ces assurances étaient orales. Ensuite, quand nous avons montré les mémoires, nos partenaires occidentaux ont commencé à évoquer le fait que ce n'était pas vraiment sérieux, qu'ils avaient été mal compris. Ils n'ont pas expliqué, comme il conviendrait à des personnes adultes, avec franchise, leur position de l'expansion effrénée de l'Alliance.

Maintenant que nous présentons non pas des promesses verbales, mais des documents écrits signés par les dirigeants de tous les pays de l'OSCE, y compris par le Président américain (la *déclaration d'Istanbul* de 1999, la *déclaration d'Astana* de 2010), nos partenaires occidentaux doivent déjà se tirer d'une situation plus sérieuse. Ce que je veux dire, c'est que les deux documents affirment que nous sommes tous attachés au principe de l'indivisibilité de la sécurité et que nous nous engageons à le respecter. Ce principe est clairement formulé. Il contient deux grandes approches interdépendantes. La première est le droit de chaque Etat de choisir librement ses alliances militaires. La seconde est l'obligation pour chaque Etat de ne pas renforcer sa sécurité au détriment de celle des autres. En d'autres termes, le droit de choisir des alliances est clairement conditionné par la nécessité de prendre en compte les intérêts

de sécurité de tout autre Etat de l'OSCE, y compris de la Fédération de Russie.

Il est révélateur qu'aujourd'hui, quand nos collègues occidentaux répondent à nos propositions visant à convenir de garanties juridiquement contraignantes dans la région euro-atlantique, ils demandent toujours le respect des principes convenus concernant l'architecture de sécurité dans la région euro-atlantique. Ils disent: cela signifie que l'OTAN a le droit de s'étendre; personne n'a le droit d'interdire à l'OTAN d'étudier la candidature d'un pays. Le principe selon lequel on ne peut pas renforcer sa propre sécurité au détriment de celle des autres est délibérément passé sous silence. Ni la déclaration d'Istanbul ni celle d'Astana ne sont mentionnées par nos partenaires occidentaux dans les discussions sur la sécurité européenne qui ont lieu actuellement. Ces deux documents sont soigneusement évités. Nous ne pouvons pas accepter une telle position. Si, dans les années 1990, on pouvait nous l'expliquer par l'absence d'engagements écrits de ne pas étendre l'OTAN, ces engagements écrits existent aujourd'hui. Ils ont été confirmés plus d'une fois dans le cadre de l'OSCE, y compris au plus haut niveau. Nous allons maintenant nous consacrer à clarifier cette position hypocrite de nos collègues occidentaux.

A Genève, lors des pourparlers avec Antony Blinken, je lui ai demandé comment ils pouvaient expliquer leur position selon laquelle ils considéraient les engagements de l'OSCE uniquement comme un «menu». Ils n'y choisissent

que ce qui a «bon goût» pour eux. Ils tentent d'ignorer et d'oublier ce à quoi ils se sont engagés dans l'intérêt des autres. Antony Blinken n'a pas répondu à la question, il a haussé les épaules. C'est tout. Je l'ai prévenu, comme nos autres collègues, que dans un avenir très proche nous leur enverrions une demande formelle d'expliquer pourquoi ils ne retireraient qu'un seul paragraphe de leurs propres engagements, et pourquoi ils essayaient d'ignorer les termes de ce paragraphe «préféré». Il s'agira d'une demande officielle adressée à tous les pays dont les dirigeants ont signé les déclarations d'Istanbul et d'Astana. Espérons que, dans ce cas, il ne leur faudra pas beaucoup de temps pour expliquer pourquoi l'Occident adopte cette position précise.

Pour le reste, nous sommes en train d'étudier la réponse que nous avons reçue des Américains. Comme l'a dit Antony Blinken lui-même, elle a été convenue avec les Ukrainiens et d'autres pays occidentaux alliés des Etats-Unis. Nous avons également reçu une réponse de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, du Secrétaire général Jens Stoltenberg. Nous considérons les deux documents comme un ensemble, étant donné qu'ils constituent une réaction au projet de traité et d'accord que nous avons fait circuler en décembre 2021. Une fois que nous aurons trouvé un accord entre les ministères, nous ferons un rapport au Président Vladimir Poutine. C'est lui qui décidera des prochaines démarches à entreprendre.

Source: [https://www.mid.ru/de/foreign\\_policy/news/1796041/?lang=fr](https://www.mid.ru/de/foreign_policy/news/1796041/?lang=fr) consulté le 2 février 2022

## Réponse à la presse de Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, à l'issue de son entretien téléphonique avec Antony Blinken, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Moscou, 1<sup>er</sup> février 2022

*Question: Moscou a-t-il transmis aux autorités américaines les réponses à leurs documents écrits et envoyés suite aux propositions de la Russie concernant les garanties de sécurité? Quels étaient les sujets de l'entretien téléphonique d'aujourd'hui avec Antony Blinken? Quels contacts sont prévus à cet égard à terme?*

**Sergueï Lavrov:** Nous avons entendu aujourd'hui des communiqués du Département d'Etat américain d'avoir reçu de la part de Moscou une réponse au document envoyé par les Américains à titre de réaction à notre proposition initiale sur les garanties de sécurité en Europe.

Il y a un malentendu. Quand nous avons reçu la réaction américaine il y a environ une

semaine, nous avons commencé à l'étudier. Il était clair dès le départ que les Américains préfèrent se concentrer sur la discussion de questions importantes mais secondaires: est-il possible de s'entendre sur le non-déploiement d'armements de frappe de façon réciproque, y compris les missiles terrestres à courte et moyenne portée, qui tombaient sous le coup du Traité FNI, détruit par les Etats-Unis, la transparence dans l'organisation d'exercices, les mesures de prévention d'incidents imprévus entre les actions de guerre, les navires et d'autres démarches similaires pour renforcer la confiance.

Mais la réaction a été négative à la question clé qui nous avait incité à adresser nos

initiatives aux Etats-Unis et à l'OTAN. Je fais allusion à nos exigences que tout le monde remplisse de bonne foi les accords sur la sécurité indivisible, qui ont été conclus dans le cadre de l'OSCE en 1999 à Istanbul en 2010 à Astana. Ces accords prévoient non seulement le libre choix des alliés, mais conditionnent cette liberté par la nécessité d'éviter toute démarche qui renforcerait la sécurité d'un Etat au détriment de la sécurité des autres. Nous avons vu une attitude très négative dans la réaction des Etats-Unis et de l'OTAN envers cette question clé. Ils placent au premier rang uniquement le principe de liberté du choix des alliés, tout en ignorant la condition convenue au sommet sur l'inadmissibilité de porter atteinte à la sécurité d'autres Etats.

Nous sommes également préoccupés par le fait que les pays de l'OTAN, par exemple la France, en la personne de son Ministre des Affaires étrangères, ait récemment déclaré qu'ils insistent sur la nécessité de garantir la sécurité sur la base des documents qui précédaient l'adoption de la *Charte d'Istanbul* et la *Déclaration d'Astana*. Tout en citant le document du Sommet de l'OSCE de Paris en 1990, qui ne comportait pas l'exigence de ne pas renforcer sa sécurité au détriment des autres. En d'autres termes, nos collègues occidentaux tentent simplement d'ignorer, voire de faire tomber dans l'oubli ce principe clé du droit international convenu dans l'espace euro-atlantique. Pour l'éviter, quand nous avons reçu la réaction de Washington à nos propositions initiales, j'ai décrit en détail ce dont nous parlons actuellement dans un message à part et l'ai envoyé à tous les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OSCE et à plusieurs autres Etats pour qu'ils connaissent notre position.

J'ai confirmé aujourd'hui au Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken que nous ne permettrons pas d'atermoyer ce thème. Nous insisterons sur une conversation honnête et des explications pour savoir pourquoi l'Occident ne veut pas remplir ses engagements ou le faire de manière sélective et à son avantage. Antony Blinken a reconnu que cela faisait l'objet d'une conversation à poursuivre. Nous verrons comment les choses se dérouleront. A l'étape actuelle, nous terminons la discussion interministérielle sur les propositions faites par les Etats-Unis sur d'autres questions. Nous rendrons compte à notre Président.

Source: [https://mid.ru/de/foreign\\_policy/news/1796663/?lang=fr](https://mid.ru/de/foreign_policy/news/1796663/?lang=fr)

### La Charte de sécurité européenne de l'OSCE

hd. La Charte de sécurité européenne de l'OSCE, adoptée à Istanbul en 1999 et réaffirmée à Astana en 2010, garantit le non-alignement par une phrase du point 8 de la Charte. Il y est stipulé:

«Nous réaffirmons le droit naturel de tout Etat participant de choisir ou de modifier librement ses arrangements de sécurité, y compris les traités d'alliance, en fonction de leur évolution.»

Pourtant, elle parle plus souvent de l'indivisibilité de la sécurité au sein de l'espace des Etats de l'OSCE:

«La Charte contribuera à la formation d'un espace de sécurité commun et indivisible. Elle favorisera la création d'un espace de l'OSCE exempt de lignes de division et de zones ayant des niveaux de sécurité différents.»

«Nous continuerons à maintenir le consensus en tant que fondement de la prise de décisions à l'OSCE. La souplesse de l'Organisation et son aptitude à réagir rapidement à l'évolution de l'environnement politique devraient demeurer au

cœur de son approche coopérative et intégratrice de la sécurité commune et indivisible.»

«Nous sommes résolus à poursuivre nos efforts au sein du FCS [Forum pour la coopération en matière de sécurité] pour examiner ensemble les préoccupations de sécurité communes aux Etats participants et approfondir le concept de sécurité globale et indivisible propre à l'OSCE dans la mesure où la dimension politico-militaire est en jeu. Nous poursuivrons le dialogue de fond sur les questions de sécurité et chargeons nos représentants de mener à bien cette tâche dans le cadre du FCS.»

«Nous sommes résolus à élargir et à intensifier notre dialogue sur les évolutions liées à tous les aspects de la sécurité dans l'espace de l'OSCE. Nous chargeons le Conseil permanent et le FCS, dans leur domaine de compétence respectif, d'étudier de manière plus approfondie les préoccupations de sécurité des Etats participants et de chercher à approfondir le concept de sécurité globale et indivisible propre à l'OSCE.»

«L'OSCE travaillera en coopération avec ces organisations et institutions dont les membres, à titre individuel et collectif, d'une manière compatible avec les modalités propres à chaque organisation ou institution, à présent et à l'avenir [...] soutiennent activement le concept de sécurité commune, globale et indivisible et d'espace commun de sécurité exempt de lignes de division, propre à l'OSCE [...]»

Même le point 8 du Traité, garantissant le non-alignement des Etats de l'OSCE, pose des conditions à cet égard. La première phrase du point 8 est la suivante: «Chaque Etat participant a un droit égal à la sécurité.» Et après avoir garanti le droit de «choisir ou de modifier librement» des traités de non-alignement, mais aussi le «droit à la neutralité», la phrase suivante dit ceci: «Chaque Etat participant respectera les droits de tous les autres à ces égards. Aucun Etat ne renforcera sa sécurité aux dépens de la sécurité des autres Etats.»

<sup>1</sup> <https://www.osce.org/files/f/1796663/1796663.pdf>

# Nouvelle guerre froide, nouvelles orientations du Belarus

par le Prof. Dr. Peter Bachmaier\*



Peter Bachmaier  
(photo mad)

Au Belarus, les manifestations contre le gouvernement n'ont pas cessé depuis la victoire électorale en juillet 1994 (avec 81 % des voix) d'*Alexander Loukachenko* – lequel n'était pas issu de la nomenklatura. Ces manifestations, en fait initiées par les Etats-Unis, visaient à provoquer un changement de régime (une révolution de couleur à l'instar de l'Ukraine). Au mois d'octobre 2004, le président *George Bush* a signé un «Belarus Democracy Act» qui prévoyait que toute aide financière octroyée au Belarus ne bénéficierait ni au gouvernement ni à l'Etat, mais uniquement à «l'opposition démocratique». Le 4 mai 2006, lors de son discours à Vilnius, le vice-président *Dick Cheney* s'est livré à de violentes attaques contre la Biélorussie, allant jusqu'à déclarer que: «Il n'y aurait jamais de place en Europe pour ce genre de régime». En mai 2008, le gouvernement de Washington a rompu les relations diplomatiques avec la Biélorussie et fermé l'ambassade américaine à Minsk. La Biélorussie a également été sommée de fermer son ambassade à Washington et son consulat à New York.

## La révolution de couleur

Le président Loukachenko a toutefois entamé une «politique multilatérale» en 2014, après la révolution de couleur ukrainienne, et a tenté de maintenir de bonnes relations avec l'UE et l'Ukraine. En novembre 2019, il a effectué sa première visite dans un pays de l'UE, l'Autriche.

En mai 2020, avant les élections présidentielles prévues pour le 9 août 2020, ont éclaté de nouvelles manifestations contre le président Loukachenko. La cause première en était son refus d'adopter les mêmes mesures sanitaires que l'Occident contre le coronavirus, sur le modèle de l'Italie, alors même que le FMI venait de lui octroyer à cet effet un crédit de plus de 900 millions de dollars en mai 2020. En réalité, la raison profonde de ces violences était la montée des tensions entre l'Occident et la Russie. Une vague de manifestations a alors démarré, débouchant le jour de l'élection, le 9 août, sur une tentative de coup d'état par la force, comme en Ukraine. Le mouvement de protestation était orchestré par des activistes biélorusses basés en Pologne et en Lituanie, essentiellement à partir du canal Telegram NEXTA. Les images et les vidéos des manifestations ont été retouchées de façon à ce que l'on voie toujours de plus en plus de manifestants. En réalité, selon les rapports du ministère de l'Intérieur biélorusse, ils n'ont jamais dépassé les 50 000.

Dans toutes les manifestations anti-gouvernementales de Minsk, l'Ukraine, étroitement liée à la Biélorussie sur le plan linguistique et culturel, était sans cesse évoquée, et surtout la révolution du Maidan à Kiev. Après 2014, les échanges commerciaux de la Biélorussie avec l'Ukraine ont chuté, passant d'un bilan positif de 3 milliards à seulement 1,5 milliard de dollars. La Biélorussie a donc tenté de convoquer une conférence sur l'Ukraine réunissant la Russie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Ukraine (au «format Normandie») et est parvenue à un accord de cessez-le-feu en 2015. La fameuse nouvelle Route de la soie des Chinois, qui devrait passer par Minsk, s'est trouvée également impliquée car son développement devrait en être ralenti.

Les médias occidentaux, ainsi que les universités, ont commencé à attaquer la Biélorussie. Les instituts d'études slaves et d'histoire de l'Europe de l'Est, en particulier, ont organisé des conférences en ligne auxquelles étaient invités des opposants biélorusses. On a produit des films politiques comme le film du réalisateur et opposant

*Aleksei Palujan*, «Courage», qui a été primé à la *Berlinale* de 2021.

Exception faite du petit groupe des leaders activistes, les manifestants étaient des jeunes gens éduqués et qualifiés, issus du secteur informatique privé où l'on trouve également des entreprises occidentales. Grâce à ses Smartphones et à Internet, cette jeunesse était parfaitement au courant de la «douceur de vivre» régnant en Occident et entendait bien l'adopter elle aussi. Les manifestations ont pris fin en novembre 2020, et *Svetlana Tikhanovskaya*, la chef de file de l'opposition, l'a ainsi déploré: «Nous avons perdu la rue!» De nouvelles attaques ont néanmoins rapidement fait leur apparition.

## Nouvelles campagnes anti-Belarus en avril et mai 2021

Le 18 avril 2021, le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB) a présenté la vidéo d'une conversation portant sur un projet de renversement de Loukachenko. Dans cette vidéo, deux Biélorusses, le politologue *Alexander Feduta* et l'avocat *Youri Senkovitch*, qui vit aux Etats-Unis, discutait dans un restaurant de Moscou avec des officiers biélorusses de haut rang du renversement du président biélorusse, Alexander Loukachenko. Les enregistrements ont été diffusés sur la chaîne de télévision *Ros-sia-1*. «Le premier objectif est d'éliminer la tête de liste [en éliminant Loukachenko lors du défilé du Jour de la Victoire, le 9 mai]. Le deuxième impératif est de faire barrage aux forces de sécurité intérieure et à la police anti-émeute (OMON). La troisième mission est d'occuper la station de radio et de télévision pour que nous puissions diffuser un appel», déclare *Youri Senkovitch* dans la vidéo. Le groupe de conspirateurs a été arrêté par la police russe et remis aux autorités biélorusses. Les grands médias occidentaux ne se sont pas fait l'écho de cette affaire.

Le 23 mai 2021, lors d'une conférence de presse à Minsk, le ministre des Affaires étrangères de Biélorussie, *Vladimir Makei*, a qualifié l'incident de l'avion de *Ryan air* de provocation délibérée de l'Occident. Il y aurait eu un message d'urgence, reçu par le pilote de *Boeing 737*, concernant une alerte à la bombe sur le vol *Ryan Air* qui avait décollé le 23 mai d'Athènes pour Vilnius alors que l'avion survolait le territoire de la République de Biélorussie. Le pilote, qui avait reçu une réponse négative des aéroports de Vilnius, Varsovie et Cracovie, aurait décidé d'effectuer un atterrissage d'urgence à l'aéroport de Minsk. L'avion et les bagages des passagers ont été inspectés par des services spéciaux sans que la bombe ait été retrouvée. Parmi les passagers se trouvait *Roman Protassevitch*, l'un des deux rédacteurs en chef du blog d'opposition NEXTA, qui a été arrêté.

Les médias occidentaux ont couvert cet incident, mais en se contentant d'accuser le Belarus d'avoir détourné l'avion. Protassevitch lui-même a d'ailleurs déclaré dans une interview pour la chaîne biélorusse *ONT* qu'il avait été «sacrifié» par l'opposition dans le but de faire porter la responsabilité à Loukachenko.

## Les sanctions de l'UE

L'UE avait déjà imposé de premières sanctions à l'encontre de la Biélorussie en 1997, suite à l'adoption de la nouvelle constitution présidentielle conférant les pleins pouvoirs au président, mais elles avaient été levées jusqu'en 2015, suite à la libération des derniers opposants.

En juin 2021, l'UE a de nouveau imposé des sanctions à la Biélorussie, à l'ensemble de ses dirigeants et aux principales entreprises du pays. Désormais, le pays ne pourra plus rien importer en provenance de l'Ouest, et sera contraint de recourir uniquement à la production nationale. Sur décision de l'UE, tous les moyens de transport public desservant la Biélorussie (vols, trains ou bus) ont dû interrompre leurs activités.

Toute cette situation ne profite pas aux Européens du continent, mais aux Britanniques et aux Américains, pour qui la création de barrières en Eurasie a toujours fait partie intégrante du grand jeu stratégique pour le contrôle des territoires et des routes commerciales. Les sanctions ne sont pas restées lettre morte. La Biélorussie a adopté des mesures

pour contrer ceux qui tentent de la mettre à genoux. La réponse de la Biélorussie aux sanctions? Remplacer des produits importés par d'autres, rechercher de nouveaux marchés, approfondir son intégration avec ses alliés, rechercher de nouveaux partenaires.

Pour l'UE, il est hors de question de laisser se développer à côté d'elle un exemple plus ou moins réussi de pays suivant une autre trajectoire. Le modèle biélorusse pourrait exercer son attraction sur beaucoup, dans les pays occidentaux eux-mêmes, là où la population exprime de plus en plus fort son mécontentement face aux réalités et recherche de nouveaux courants politiques pour faire évoluer la situation à l'avenir.

## La pandémie du Covid et l'économie

Face à la pandémie du Covid19, le Belarus a mené sa propre politique. Le pays n'a pas connu de confinement, les entreprises, les commerces, l'hôtellerie-restauration, les écoles, les universités et les églises n'ont pas été fermés mais ont continué à travailler. Les installations sportives étaient également ouvertes et on a même disputé des matchs de football et des tournois de hockey sur glace.

L'épidémie a également atteint la Biélorussie en mars 2020. Le pays y était préparé, il y avait un plan global de lutte contre l'épidémie. Les hôpitaux pour les maladies infectieuses, les mesures de prévention en cas d'épidémie assorties d'équipements médicaux, d'instituts de virologie et de personnel qualifié existaient depuis l'époque soviétique. Le système de santé biélorusse était donc en mesure de faire face à la pandémie. Selon l'ONU, la Biélorussie était bien préparée à la crise. Pour 10 000 habitants, on comptait 41 médecins, 114 infirmières et 110 lits d'hôpitaux. Dans les pays de l'UE, la moyenne est de 30 médecins, 91 infirmières et 55 lits d'hôpitaux pour le même échantillon de population.

En 2020, première année de l'épidémie du Covid19, la Biélorussie a pu maintenir son PNB au même niveau qu'en 2019, car les entreprises n'avaient pas cessé leur activité. Lors de l'Assemblée populaire de Biélorussie du 11 février 2021, Loukachenko a déclaré: «Au cours des cinq dernières années, le revenu réel de la population a augmenté de 15 % et le salaire moyen a atteint 1 200 roubles. A cela s'ajoute un programme social-éducation et médecine gratuites, services liés au logement et au transport.» Au cours du premier semestre de l'année 2021, le PIB a augmenté de 3,3 % et la production industrielle de 10,4 %.

## La crise des immigrés clandestins

Par le passé, la Biélorussie a toujours refoulé à la frontière les immigrés clandestins. Cependant, depuis juin 2021, le pays a revu sa politique en la matière.

En 2021, la Lituanie a été envahie de migrants, pour la plupart irakiens, qui tentaient d'entrer illégalement dans le pays depuis le Belarus. Leur afflux a augmenté suite aux tensions croissantes entre le Belarus et l'Union européenne. En 2021, près de 4 000 immigrés clandestins sont entrés en Lituanie depuis le Belarus.

Les Lituaniens ont d'abord essayé de prendre en charge les migrants, ce qui a toutefois posé des problèmes. Ils ont donc commencé à rejeter les demandes d'asile tout en refusant de laisser passer les migrants à la frontière. Ils ont érigé des barrières sur le modèle de la clôture de barbelés installés par la Hongrie en 2015. Le flux migratoire a été dévié vers la Lettonie et la Pologne, qui ont réagi de la même manière que la Lituanie.

En août 2021, les gardes-frontières polonais ont enregistré plus de 3 000 tentatives de franchissement illégal de la frontière entre la Biélorussie et la Pologne. Fin août 2021, l'armée polonaise a commencé à ériger une clôture de trois mètres de haut et de 180 km de long à la frontière afin de stopper la vague migratoire vers la Pologne.

## Mouvement de résistance à la culture occidentale

Pour protéger sa culture nationale, la Biélorussie a fermé en 2005 l'*Université européenne des sciences humaines* de Minsk (financée par *Soros*), qui a par la suite transféré ses activités à Vilnius. À partir de 2010, la Biélorussie a entrepris de se rapprocher de l'UE, initiant un

processus de mise en conformité avec les universités occidentales et adhérant au Processus de Bologne en 2015 afin de s'aligner sur les normes éducatives de l'UE et de s'intégrer à la communauté scientifique européenne. L'une des raisons de cette démarche était également d'attirer les étudiants étrangers vers les universités biélorusses.

Le Belarus s'est cependant prononcé contre «l'occidentalisation de la culture», c'est-à-dire contre le risque de perdre sa souveraineté culturelle, ce qui incluait également les tentatives de distorsion de la vérité historique et de destruction de la mémoire historique.

En 2021, la Biélorussie a cessé sa coopération avec le *Partenariat oriental* de l'UE et s'est retirée des Accords interuniversitaires de Bologne. Le PEN Club de Biélorussie ainsi que 40 ONG soupçonnées de bénéficier de financements de la part de fondations occidentales ont été officiellement dissous.

## Politique familiale

Ces dernières années, la Biélorussie a adopté des dispositifs de soutien efficaces pour les familles avec enfants. Ainsi, un enfant sur quatre dans le pays bénéficie de la couverture du système de prestations sociales de l'Etat. En conséquence, le nombre de familles nombreuses a pratiquement doublé au cours des dix années écoulées.

Depuis 2015, un programme de financement familial élargi a été mis en place. Il approche déjà des 100 000 détenteurs de comptes ouverts et s'élève à plus d'un milliard de dollars américains. Ce programme a été reconduit l'année dernière pour une nouvelle période de cinq ans.

Des travaux de recherche appliquée sont actuellement en cours afin de développer des structures familiales destinées à l'accueil d'orphelins et d'enfants privés de protection parentale. Pour la seule année 2020, près de 400 bébés ont été ainsi adoptés. Quelque deux mille enfants sont accueillis dans trois cents maisons familiales. C'est dans ce genre de maisons familiales que doivent vivre les enfants qui se sont vus privés de l'affection de leurs parents, et non dans des casernes.

## La nouvelle constitution et la formation au patriotisme

La nouvelle Constitution vise à impliquer la société dans la gestion du pays: le Parlement, les gouverneurs et les autorités locales. Il s'agit de déléguer les prérogatives présidentielles. Le Parlement et les assemblées locales seront élus sur la base d'une liste proportionnelle constituée de différents partis. Le pays devrait toutefois demeurer dans le cadre d'une république présidentielle, même sous l'égide d'un nouveau président. Début 2022, il est prévu de présenter un projet de référendum à l'échelle nationale.

La nouvelle Constitution, qui a été examinée lors de l'Assemblée populaire de Biélorussie les 11 et 12 février 2021 à Minsk, prévoit donc de consolider l'éducation des jeunes au patriotisme et de rejeter la vision du monde nihiliste véhiculée par l'Occident. L'article 54 de la Constitution stipule d'ores et déjà que «chacun est tenu de protéger le patrimoine historique culturel et spirituel ainsi que les autres trésors nationaux».

On a organisé des rassemblements patriotiques comme par exemple celui du 22 juin 2021 à Brest-Litovsk, où a eu lieu une grande manifestation commémorative du 80ème anniversaire de l'attaque allemande contre l'Union soviétique et du début de la Grande Guerre patriotique. Les trois semaines de résistance opposées par la forteresse de Brest à l'envahisseur doivent, comme l'a dit Loukachenko, être pour tous les Biélorusses un jour de commémoration du plus grand acte d'héroïsme national du peuple biélorusse.

«Nous ne livrerons notre patrie, notre indépendance et notre souveraineté à personne. Cette armée sacrée, qui à l'époque a défendu Brest, doit nous aider aujourd'hui à protéger notre patrie, la Biélorussie. C'est en particulier son exemple qui doit nous soutenir, celui d'une endurance inflexible, du courage et du dévouement qu'on a pu voir à l'œuvre pendant la Grande Guerre Patriotique.»

\* Prof. Peter Bachmaier, Dr. en Histoire de l'Europe de l'Est et politologue, membre du conseil d'administration de l'*Österreichisches Ost- und Südost-europa-Institut* (Institut autrichien pour l'Europe de l'Est et du Sud-est), Vienne (1972–2005), chargé de cours à l'Université de Vienne (1993–2007), président de la Société austro-biélorusse (depuis 2006).

## «Il y a encore beaucoup à faire, mais je suis optimiste»

Entretien avec l'ambassadeur de la République de Biélorussie en Suisse, Aliaksandr Ganevich



Aliaksandr Ganevich (photo wp)

Aliaksandr Ganevich est l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (de première classe) de la République de Biélorussie auprès de la Confédération suisse depuis 2020. Il est né à Lida, dans la région de Grodno. Il a suivi sa formation à l'école de commandement militaire d'Ussurijsk, à l'académie diplomatique de Moscou ainsi qu'à l'école diplomatique du ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne. Depuis 1993, il a travaillé dans le service diplomatique à Minsk, Berlin, Berne et Munich. Aliaksandr Ganevich est marié et père de deux enfants. Il parle le biélorusse, le russe et l'allemand.

*Horizons et débats: Monsieur l'ambassadeur Ganevich, la plupart des médias occidentaux n'informent pas nos lecteurs de la réelle position de votre pays. C'est pourquoi nous souhaitons aujourd'hui vous donner la parole en tant qu'ambassadeur de Biélorussie en Suisse, selon le principe audiatur et altera pars. Comment la situation intérieure a-t-elle évolué en Biélorussie depuis les élections présidentielles d'août 2020?*

**Aliaksandr Ganevich:** La situation en Biélorussie a fondamentalement changé depuis août 2020. La tentative de «révolution des couleurs» typique, financée massivement et habilement pilotée par l'Occident, a totalement échoué. L'Etat a tiré les leçons des événements et a pris les mesures nécessaires à la consolidation du pouvoir et de la société. On a renforcé les mécanismes juridiques de protection de la souveraineté et de l'ordre constitutionnel, empêché la montée de l'extrémisme, mis de l'ordre dans les rues. Les règles d'obtention de l'aide gratuite de l'étranger ont été adaptées, la politique d'information de l'Etat a été améliorée, la responsabilité du comportement dans l'espace virtuel et la sécurité des données personnelles ont été renforcées.

La réforme constitutionnelle en Biélorussie a rassemblé les forces constructives de la société, y compris l'opposition, dans un processus inclusif. Son objectif est de moderniser le système politique du pays et d'accroître sa résistance aux défis actuels.

L'économie se développe de manière dynamique malgré les sanctions économiques occidentales. Le produit intérieur brut a augmenté de 2,3% en 2021, le taux de change de la monnaie nationale est resté stable, l'excédent du commerce extérieur a atteint 4 milliards de dollars américains (le niveau le plus élevé depuis 2012). Les salaires réels des travailleurs ont augmenté de 5%.

L'année 2021 s'est déroulée en Biélorussie sous le signe de l'unité du peuple. Mon impression est que pas mal de Biélorusses ont sérieusement révisé leurs opinions cette année. Ils ont compris la valeur d'une Biélorussie indépendante et forte dans un monde actuellement très turbulent et imprévisible.

Les enquêtes sociologiques montrent un niveau élevé de conscience de soi nationale, d'unité et de cohésion.

*Comment jugez-vous la situation extérieure de votre pays dans le conflit actuel avec les pays de l'OTAN que sont la Pologne, la Lituanie et la Lettonie, mais aussi avec l'Ukraine?*

Dans son message au peuple biélorusse et à l'Assemblée nationale fin janvier, le président de la République de Biélorussie Alexandre Loukachenko a décrit très clairement la situation actuelle autour de notre pays: «La Biélorussie se trouve à l'épicentre d'une confrontation mondiale. A l'Ouest, l'infrastructure militaire est renforcée – de manière offensive d'ailleurs. Des troupes de l'OTAN sont concentrées près des frontières de l'Etat de l'Union entre la Biélorussie et la Russie, des vols de bombardiers stratégiques américains ont été mis en œuvre (plus de 30 sorties par jour). Les pays voisins parlent d'utiliser des vecteurs d'armes nucléaires. Nos voisins occidentaux – Pologne, Lituanie – agissent activement en accord avec la politique de Washington. Les tensions croissantes dans le Sud sont de plus en plus préoccupantes. Les Ukrainiens sont poussés dans les flammes du conflit, préparés de manière ciblée à l'agression...»

La Biélorussie considère le renforcement de la présence militaire à nos frontières comme la principale cause de déstabilisation dans la région. De notre point de vue, une telle escalade, constatée notamment en Pologne, n'est absolument pas acceptable. Avec l'exercice militaire commun «Détermination alliée 2022», qui se déroulera dans notre pays du 10 au 20 février 2022, la Biélorussie et la Russie veulent montrer qu'elles sont prêtes à réagir à tout scénario possible. L'objectif est également d'améliorer la protection de la frontière avec l'Ukraine, d'identifier les points problématiques et les lacunes et d'y remédier.

La Biélorussie soutient la demande légitime de notre allié et partenaire – la Fédération de Russie – de respecter le principe de la «sécurité indivisible», tel qu'il est formulé dans les documents fondamentaux de l'OSCE, notamment la Charte de sécurité européenne d'Istanbul (1999): «Chaque Etat participant respectera [...] les droits de tous les autres. Ils ne consolideront pas leur sécurité au détriment de celle des autres Etats.»

Pour les Biélorusses, qui ont subi un véritable génocide pendant la Seconde Guerre mondiale et ont perdu près d'un habitant sur trois, la paix est vraiment sacrée. Pour la préserver, il faut actuellement d'énormes efforts non seulement de la part des grands Etats, mais aussi de l'ensemble de la communauté mondiale.

*Le 27 février 2022, le peuple biélorusse votera sur une nouvelle constitution. Quelles sont les grandes lignes de cette nouvelle constitution?*

Des propositions de modification de la Constitution actuelle du 15 mars 1994 (avec des amendements de 1996, 2004 et 2021) avaient déjà été discutées dans tout le pays lors de la préparation de la VI<sup>e</sup> Assemblée populaire de Biélorussie, qui se tiendra d'octobre 2020 à février 2021.

Suite aux travaux d'une commission constitutionnelle, un projet de modifications et d'ajouts à la Constitution a été soumis au débat public le 27 décembre 2021. Depuis lors, 3 000 plateformes de dialogue se sont tenues dans le pays et ont réuni plus de 140 000 participants. Les citoyens ont montré un grand intérêt pour la discussion – on a reçu près de 9 000 avis et propositions en quelques semaines. Nombre d'entre elles ont été prises en compte ou seront intégrées ultérieurement dans le processus législatif.

Si l'on regroupe tous les ajouts et modifications de la Constitution, on peut distinguer cinq blocs thématiques autour desquels ils s'articulent:

- préservation de l'identité du peuple biélorusse, de ses valeurs et de sa mémoire historique;
- préserver et développer les fondements de l'Etat social;
- construire une société socialement responsable;
- assurer la stabilité politique dans le cadre de la poursuite du développement du système politique et de ses institutions;
- créer des garanties constitutionnelles de développement social et technologique pour le bien de l'homme, de la société et de l'Etat.

*La Biélorussie fait actuellement l'objet de vives critiques de la part des pays de l'OTAN, mais aussi des médias suisses. Comment réagissez-vous?*

Bien entendu, nous sommes profondément préoccupés par la pression sans précédent exercée sur notre pays par les pays occidentaux, qui ne faiblit pas. Outre les critiques dans les médias, qui sont la plupart du temps totalement gratuites et exagérées, des sanctions rigoureuses sont appliquées à l'encontre d'un certain nombre de citoyens biélorusses et d'entreprises importantes (malheureusement, la Suisse est également impliquée), les liaisons aériennes entre la Biélorussie et tous les autres pays européens sont interrompues depuis plus de neuf mois. Récemment, notre voisin lituanien a suspendu le transit d'engrais potassiques biélorusses sur son territoire, ce qui viole grossièrement ses obligations en vertu du droit international et aura des répercussions extrêmement négatives sur la sécurité alimentaire mondiale.

Il faut dire que le président de la République de Biélorussie fait clairement la distinction entre une attitude hostile des personnes au pouvoir dans certains pays et l'opinion de la population de ces pays. Souvent, ces positions sont très éloignées l'une de l'autre. Nous nous efforçons de maintenir des relations amicales avec tous les pays, même dans les conditions actuelles, et nous espérons que nos partenaires occidentaux reviendront bientôt à un dialogue normal fondé sur le respect mutuel.

Le ministère des Affaires étrangères de la République de Biélorussie et d'autres organes de l'Etat, tels que les représentations biélorusses à l'étranger, réagissent activement aux accusations et aux insinuations des hommes politiques étrangers et des médias de masse, en utilisant également les principales instances et forums internationaux. Le ministre des affaires étrangères de Biélorussie, M. Vladimir Makei, a par exemple très

clairement exposé la position officielle dans ses discours à la 76<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2021 et à la réunion ministérielle de l'OSCE en décembre 2021. Les représentations biélorusses à Berne et à Genève s'efforcent également de diffuser des informations fiables, de lutter contre les calomnies et les fausses nouvelles et d'apporter de la clarté avec les moyens disponibles.

*Quelles sont vos tâches principales dans le cadre de votre activité ici en Suisse et que souhaitez-vous que la politique suisse fasse pour vous?*

Mes tâches sont variées et pas vraiment faciles dans le contexte actuel. La Biélorussie continue d'attacher une grande importance au développement de relations amicales avec la Suisse. Rien que l'année dernière, le chef d'Etat et le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie l'ont réaffirmé à plusieurs reprises.

Bien entendu, ce sont surtout les sanctions importantes que la Suisse a imposées à la Biélorussie en accord avec l'UE qui font obstacle à cet objectif. C'est pourquoi je souhaiterais en premier lieu que la politique suisse lève le plus rapidement possible les décisions correspondantes. Nous sommes toujours à l'écoute des préoccupations et des inquiétudes de nos collègues suisses et sommes toujours disponibles pour un dialogue objectif.

Au cours des deux dernières années, la Biélorussie et la Suisse ont été confrontées à deux défis majeurs: la pandémie et le malaise politique provoqué par les événements dans mon pays. Cela a eu un impact négatif sur l'intensité de la coopération bilatérale. De nombreux accords conclus à haut niveau au début de l'année 2020 n'ont pas pu être mis en œuvre.

J'espère que cette année, qui marquera également le 30<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques entre la Biélorussie et la Suisse, nous permettra de relancer les contacts bilatéraux dans différents domaines. L'entrée en fonction prochaine de ma collègue à Minsk, l'ambassadrice M<sup>me</sup> Christine Honegger Zolotukhin, devrait également y contribuer de manière significative.

Dans les mois à venir, nous attendons notamment la reprise des contacts interparlementaires et des travaux réguliers de la commission économique mixte, ainsi que des progrès dans la préparation d'accords bilatéraux de visa et de réadmission.

Notre intérêt pour le développement du commerce mutuel et pour le succès des activités des entreprises suisses au Belarus reste inchangé. Nous voyons également un fort potentiel dans l'élargissement de la coopération avec la Suisse dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'aide en cas de catastrophe, de l'éducation et de la recherche, des échanges de jeunes, de la culture, du sport et des jumelages de villes.

Il y a donc encore beaucoup à faire, mais je suis optimiste et me réjouis de la poursuite des développements positifs dans les relations entre nos pays.

*Monsieur l'ambassadeur Ganevich, merci beaucoup de cette interview.*

### «Nouvelle guerre froide ...» suite de la page 4

Le 3 juillet 2021 marquera la Journée de l'indépendance, également Jour de la Libération en 1944, principale fête de l'Etat biélorusse. Le 17 septembre 2021, «Jour de l'unité nationale», nouveau jour férié, a été institué pour commémorer la réunification de la Biélorussie occidentale et de la Biélorussie orientale en 1939. C'est en effet à cette date que le peuple biélorusse a été réuni après presque vingt ans d'occupation polonaise.

#### Confrontation globale entre l'Occident et la Russie

La confrontation mondiale entre l'Occident, la Russie et la Chine a des allures de nouvelle guerre froide et inclut le scénario d'un renversement de gouvernement en Biélorussie. C'est en réponse à cet état de fait que les ONG occidentales impliquées dans la politique, la

culture et l'éducation ont été interdites, tout comme les médias financés par l'Occident. La Biélorussie s'est retirée de l'*Partenariat oriental* de l'UE et des Accords de Bologne, qui prévoyaient une harmonisation de toutes les universités. Les valeurs occidentales sont fondamentalement et systématiquement critiquées.

Au sein de l'union avec la Russie, le Belarus se démarque des projets d'intégration de l'*Union économique eurasiennne* (UEEA) et de la *Communauté des Etats indépendants* (CEI) en ce qu'il est très profondément intégré à la Russie, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique. Les ministères des deux pays interagissent fréquemment, surtout dans le domaine de la défense. L'UEEA étant une union économique, ce genre de situation y est inexistant. Aujourd'hui, la CEI est avant tout une plateforme de discussion pour des questions spécifiques liées à la zone de libre-échange. De toutes les Républiques, la plus avancée en

matière d'intégration est l'Union de la Biélorussie et de la Russie. Lors du référendum des années 1990, le oui a recueilli 71,5% des voix à la question sur une éventuelle intégration avec la Russie. Seuls 30% se sont prononcés en faveur de l'Union européenne.

#### L'orientation Eurasie

Le 26 mai 2021, dans un discours tenu devant des parlementaires, le président Loukachenko a déclaré: «Nous allons remplacer l'Europe, qui vieillit inexorablement, par l'Asie, qui connaît une croissance rapide. Notre société est prête à prendre sa place dans la nouvelle Eurasie, à devenir son avant-poste. C'est-à-dire qu'il y a une orientation vers la Russie et la Chine, de même que vers la communauté, le peuple et la nation. Les acquis essentiels de la Biélorussie resteront son Etat social et sa souveraineté nationale.»

Un nouveau projet culturel a vu le jour à Moscou, le mouvement «Nouvelle Eura-

sie», qui doit devenir un moteur idéologique sérieux impliquant un cercle significatif de gens partageant les mêmes idées. La Nouvelle Eurasie est une plate-forme idéologique qui vise à créer une nouvelle culture et une nouvelle économie.

Dans les rangs de ce mouvement, on retrouve un grand nombre de personnalités connues, dont *Zakhar Prilepine*, le leader du mouvement «Russie juste». L'un des participants au congrès constitutif du mouvement Nouvelle Eurasie, le philosophe *Alexei Dsermant*, a déclaré à ce sujet lors d'une interview: «La Nouvelle Eurasie est un regroupement de philosophes, de politologues, d'écrivains et d'artistes appelés à doter l'espace eurasienn d'une nouvelle envergure, parallèlement aux processus économiques et politiques. De toute évidence, le temps est venu de s'unir pour proposer un concept totalement différent.»

(Traduction *Horizons et débats*)

## Le risque de guerre est moins élevé qu'on ne le prétend Évaluation de la situation par deux anciens diplomates suisses de haut niveau

ef. Selon les évaluations de *Thomas Greminger* et d'*Yves Rossier*, le risque de guerre actuel en Ukraine est bien moins probable, contrairement à ce qui a été et est encore affirmé dans de nombreux médias occidentaux au cours des dernières semaines et jusqu'à aujourd'hui. C'est ce qui ressort d'un article paru le 1er et le 2 février 2022 dans différents journaux suisses.

Thomas Greminger, lieutenant-colonel à l'état-major général de l'armée suisse, a été secrétaire général de l'*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe* (OSCE) de 2017 à 2020 et dirige aujourd'hui le *Geneva Center for Security Policy*. Yves Rossier a été secrétaire d'Etat au *Département fédéral des affaires étrangères* (DFAE) et ambassadeur de Suisse à Moscou de 2017 à 2020.

Yves Rossier est cité en ces termes: «Je ne m'attends pas à une invasion militaire de l'Ukraine par la Russie.» Même si des troupes

russe ont été rassemblées en grand nombre, les préparatifs technico-militaires à la frontière «n'indiquent pas une invasion». En outre, une invasion devrait également être préparée sur le plan de la propagande. «Je ne vois aucun signe de cela dans les médias russes», a déclaré l'ancien ambassadeur suisse à Moscou.

Thomas Greminger est cité en ces termes: «Actuellement, je ne vois d'intérêt stratégique pour aucune des parties à aller jusqu'à un conflit armé.» Les nombreuses communications agressives que l'on entend depuis des semaines sont pour M. Greminger la partie de la diplomatie rendue perceptible. Mais il y a «beaucoup de démonstrations de force rhétoriques». Certes, les provocations ou les actions considérées comme telles pourraient tout à fait déclencher une escalade. Mais aucune des parties n'a «actuellement l'intention stratégique de provoquer un conflit armé».

M. Greminger a fait référence à un dilemme fondamental de la politique de sécurité européenne. D'une part, le principe du droit à l'autodétermination des Etats s'applique, donc également le droit de décider une alliance militaire de son propre choix. D'autre part, le principe de «l'indivisibilité de la sécurité» s'applique. Celui-ci stipule que l'augmentation de sa propre sécurité ne doit pas diminuer la sécurité d'un autre Etat (voir également l'encadré en page 3). Pourtant, selon M. Greminger, c'est précisément ce qui pourrait se produire en cas d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Avec leurs évaluations, Yves Rossier et Thomas Greminger confirment les analyses de *Ralph Bosshard* dans ce journal (*Horizons et débats* n° 28/29 du 21 décembre 2021 et n° 2 du 1<sup>er</sup> février 2022).

## La propagande hostile contre la Russie est devenue insupportable

km. Certes, il est possible de comprendre quels sont les motifs de la propagande ennemie actuelle des médias et des politiciens occidentaux contre la Russie et son président *Vladimir Poutine*. L'article de *Hans Köchler* dans *Horizons et débats* n°2 du 2 février offre une très bonne grille d'analyse à cet égard. Il est vrai qu'il y a toujours des voix opposées contredisant les prêches de la haine dans leur propre pays et dans leur propre langue – on a presque envie de dire qu'il s'agit là d'une forme de *samizdat* qui s'oppose à l'OTAN\*. Ceux qu'il faut nommer dans ce contexte sont par exemple des sites aussi courageux qu'*Infosperber*, *Nachdenkseiten* ou *Anti-Spiegel*, du moins en ce qui concerne l'Allemagne.

Néanmoins, ce qu'on nous martèle chaque jour devient de plus en plus insupportable pour nos têtes et nos âmes. A cet égard, on parlera de droit de nivellation ou uniformisation de grandes parties de notre monde médiatique. Ceux qui la pratiquent renversent les réalités: la Russie apparaît en belligérant agressif qui se fiche de tout droit; l'OTAN en son homologue honnête, pacifique et ouverte au dialogue malheureusement contrainte de prendre des contre-mesures sévères à l'égard d'une Russie étouffant tout élan de liberté.

Le dernier livre de *Michael Lüders* s'appelle «Die scheinheilige Supermacht. Warum wir aus dem Schatten der USA heraustreten müssen» (La superpuissance hypocrite. Pourquoi nous devons sortir de l'ombre des Etats-Unis). Dans

ce livre Lüders fait le point sur les publications récentes à ce sujet, détaillant les techniques de manipulation devenues habituelles à nos médias et les illustrant par de nombreux exemples.

Les dangers de cet alignement idéologique sont grands. Dans nos pays, des millions de personnes ne reçoivent que ces messages manipulés. Les gens sont affectés même s'ils refusent de prendre pour vérité ce qu'on leur répète au quotidien. Ce genre de propagande est une forme de violence mentale qui cible nos cerveaux et nos âmes et qui nous porte atteinte à tous.

A cela s'ajoute le fait que ceux qui font partie des élites au pouvoir et qui ont pourtant trouvé le courage d'exprimer en public (pour combien de fois encore?) une version allant à l'encontre des versions officielles se voient bombarder de tous les côtés par des médias alignés qui s'empressent de les mettre au pilori. Ca a été le cas de l'ancien inspecteur général de la marine fédérale allemande, de l'ancien chancelier allemand *Gerhard Schröder* ainsi que de certains membres du SPD allemand qui s'éloignaient, même légèrement, de la ligne officielle dressée par le gouvernement des Etats-Unis et du sommet de l'OTAN. De véritables campagnes de dénigrement ont été mises en scène afin d'intimider et de réduire au silence les personnes concernées, ce qui inclut celles qui ont osé ne serait-ce que penser de manière différente.

Certes, tout le monde est libre de voir, entendre et lire l'autre côté: les sites internet russes en allemand ou en anglais, par exemple,

le site internet du ministère russe des Affaires étrangères, celui du président russe ou encore ceux des médias russes qui communiquent en allemand aussi. Il est facile de constater que les choses y sont présentées de manière toute autre que celle qui domine chez nous. Préventivement, les voix qui nous fournissent une vue plus ample sont diffamées et présentées comme de la «désinformation» dans nos contrées, tandis que nos médias aiment se couronner avec l'auréole auto-décernée de «médias de qualité» ou de «journalisme de qualité». Et il va de soi que pour eux, ceux que l'on accuse de pratiquer un journalisme partisan ne se trouvent que chez «les autres», fidèles au principe des voleurs qui se mêlent à la foule pour crier: «Arrêtez le voleur!»

Au fait, dans la vie de tous-les-jours, qui aura le temps et la force de s'informer tous azimuts et de se faire sa propre opinion à lui ensuite? En dépit de cela, l'idée de base prononcée par le philosophe allemand *Emmanuel Kant* reste intact: «Ose penser par toi-même!» Il faut aussi s'armer intérieurement contre tout ce qui vise à semer l'hostilité et à opposer les hommes, les peuples et les Etats les uns aux autres.

\* En Union soviétique et, plus tard, dans une grande partie du bloc communiste de l'Est, le «samizdat» désigne la diffusion clandestine de littérature alternative, non conforme au système et le plus souvent interdite même. Les textes étaient par exemple recopiés à la main ou à la machine à écrire, photocopiés ou reproduits d'une autre manière, puis transmis de manière privée de main en main.

## L'Argentine et la Russie aspirent à une coopération plus étroite

gl. Le Président argentin *Alberto Fernández* a rencontré son homologue russe *Vladimir Poutine* le 3 février à Moscou, avant de se rendre à Pékin où il rencontrera le dirigeant chinois *Xi Jinping* avant l'ouverture des Jeux olympiques.

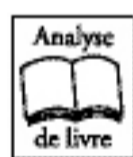
M. Fernández a expressément remercié M. Poutine pour l'important soutien apporté par la Russie lors de la pandémie de Covid, alors que les vaccins étaient encore rares dans le monde. «Ils étaient là quand le reste du monde occidental ne nous aidait pas avec des vaccins.» Il a ajouté que les résultats du vaccin russe Sputnik V avaient été excellents en Argentine. M. Fernández a déclaré que c'était le bon moment pour «avancer dans d'autres domaines». Les circonstances sont très favorables à des relations plus étroites entre la Russie et l'Argentine, a-t-il ajouté. «Nous devons voir comment l'Argentine peut devenir une puissante porte d'entrée pour la Russie en Amérique latine.» Il a rappelé que son pays se trouvait «dans une situation particulière en raison de la dette dont j'ai héritée». Depuis les années 1990, l'Argentine s'est fortement orientée vers les Etats-Unis et l'économie argentine dépend en grande partie de la dette que le pays a contractée auprès des Etats-Unis et du FMI. En 2015, l'Argentine a vu arriver un gouvernement qui s'est à nouveau orienté vers les Etats-Unis, et c'est lui qui a chargé le pays de l'énorme dette actuelle. C'est pourquoi il est fermement décidé à ce que l'Argentine mette fin à sa forte dépendance vis-à-vis du FMI et des Etats-Unis. Le pays doit s'ouvrir une voie vers d'autres parties du monde. Dans ce contexte, la Russie a un rôle très important à jouer.

De son côté, M. Poutine a félicité l'Argentine pour le succès de sa campagne de vaccination. Il y a de nombreux domaines dans lesquels les deux pays pourraient améliorer leur coopération bilatérale, notamment avec un grand potentiel dans le domaine du commerce.

Source: <https://www.pagina12.com.ar/399427-alberto-fernandez-con-vladimir-putin-argentina-tiene-que-dej> du 03/02/22

## La Crimée en période de bouleversements

par *Christian Fischer, Cologne*



Les gros titres évoquant un danger d'agression russe sont omniprésents. La base des messages de danger est – outre les informations actuelles sur les déploiements de troupes en

Russie (voir à ce sujet *Horizons et débats* n° 28/29 du 21 décembre 2021) – la fausse affirmation selon laquelle la Russie aurait «annexé» la péninsule de Crimée au printemps 2014. Cela doit servir de preuve que la Russie envahit et s'approprie des pays étrangers de manière expansive. Le contexte historique dans lequel s'inscrivent les événements de Crimée et quels acteurs ont commis quels actes n'est guère abordé. Cela s'accorderait d'ailleurs mal avec le récit selon lequel une volonté de conquête russe était ici à l'œuvre de manière exemplaire. C'est pourquoi le livre de *Rüdiger Kipke* «Die Krim in Zeiten des Umbruchs. 1920-2014» (La Crimée en période de bouleversements) nous fournit d'importants éclaircissements.

Rüdiger Kipke, juriste, politologue et slaviste, professeur émérite à l'université de Siegen, a écrit un livre mince mais très densément étayé par des sources historiques, éclairant l'histoire politique de la Crimée de 1920 à 2014 et apportant un éclairage différent de celui que nos médias donnent habituellement sur les événements. Il est résumé ci-dessous:

Nous savons peu que la Crimée est considérée comme presque «sacrée» par de nombreux Russes traditionnels parce que c'est de là qu'est partie la christianisation du grand pays depuis le 10<sup>e</sup> siècle. L'importance particulière de la Crimée pour de nombreux Russes indique que la réintégration de ce morceau de

terre ne doit pas être interprétée comme un plan de conquête global de la Russie, comme c'est le cas partout ailleurs.

Après la révolution d'octobre, la Crimée devient une république socialiste soviétique en 1921 et reste relativement autonome jusqu'en 1928. La grande famine déclenchée par la collectivisation de *Joseph Staline* au début des années 1930 n'y a pas d'impact aussi fort que dans le nord de l'Ukraine; l'industrialisation entamée a pour conséquence la recrudescence de la population. Depuis longtemps, la population est multiethnique et se compose de Russes, d'Ukrainiens, de Tatars de Crimée et de minorités comme les Juifs et les Allemands. Les Russes sont privilégiés par Staline pour des raisons presque racistes.

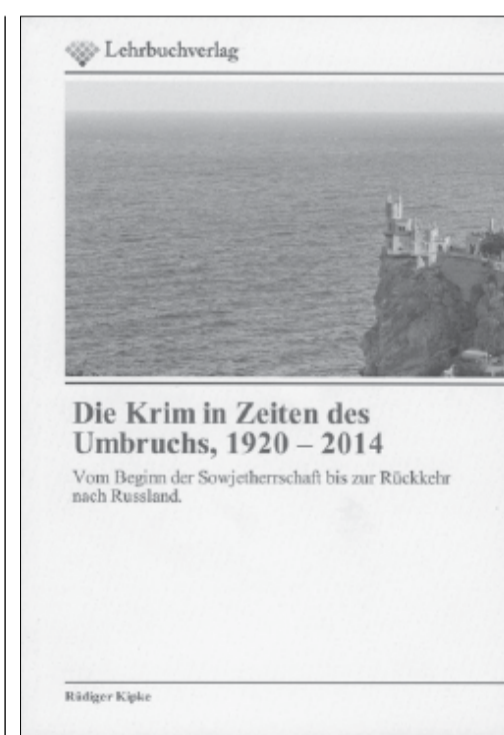
Dans les années 1920, les Juifs vivant en Union soviétique se sont vu attribuer des terres en Crimée, mais de si mauvaise qualité que beaucoup n'y sont pas restés longtemps. De manière tout à fait inattendue, on leur attribua peu après un territoire autonome dans l'Extrême-Orient soviétique. Une nouvelle tentative de créer un foyer juif en Crimée pendant la Seconde Guerre mondiale s'est soldée par l'exécution de nombre de ses protagonistes.

A partir de septembre 1941, la Wehrmacht pénètre en Crimée et l'occupe. Une partie de la population collabore avec les Allemands, surtout les Tatars de Crimée, car ils espèrent obtenir de l'aide contre l'oppression soviétique russe. Le plan d'*Adolf Hitler* était de germaniser la région et de la rattacher au Grand Reich allemand en tant que «Gotengau». Lorsque l'Armée rouge reprend la Crimée en 1944, les Tatars de Crimée sont déportés en Ouzbékistan, même ceux qui n'étaient pas des collaborateurs des nazis.

Depuis 1945, la Crimée perd également son statut officiel d'autonomie au sein de l'Union soviétique. Les Tatars de Crimée sont «réhabilités» en 1967, mais cela ne signifie pratiquement rien; ce n'est qu'en 1989 que leur déplacement est jugé criminel et qu'ils peuvent retourner en Crimée – mais dans un pays où la situation avait depuis longtemps changé en leur défaveur. En 1991, l'Ukraine, et donc la Crimée, devint indépendante. Une grande partie des habitants de la péninsule n'est pas satisfaite de cette évolution.

La Crimée fut «offerte» à la République soviétique d'Ukraine par les dirigeants de Moscou en 1954. Cela s'est fait sans grand bruit et n'a pas eu de conséquences pratiques au sein de l'espace économique de l'Union soviétique et n'a pas non plus été clairement justifié jusqu'à aujourd'hui. Le fait que le chef du Parti communiste en pleine ascension, *Nikita Khrouchtchev*, avait besoin d'un soutien ukrainien pour consolider son pouvoir, qu'il voulait renforcer les liens entre la République soviétique d'Ukraine et la République soviétique de Russie et qu'il aurait préféré que certaines parties de la Slovaquie et de la Pologne soient également rattachées à la République soviétique d'Ukraine, a peut-être joué un rôle.

A la fin de l'ère Gorbatchev, le parlement russe a déclaré dès 1990 que le transfert de la Crimée à l'Ukraine était anticonstitutionnel, ce qui était effectivement vrai selon le droit soviétique de l'époque, mais ne fut pas pris en compte dans un premier temps, car on avait d'autres soucis dans tout le pays après la fin de l'Union soviétique. Le référendum de 1991 sur la péninsule, au cours duquel 93% des votants (taux de participation de 81%) se sont pronon-



ISBN 978-620-2-49017-7

cé en faveur d'une République autonome de Crimée indépendante de l'Ukraine, n'a guère été pris en compte à l'époque. Un compromis a finalement été trouvé avec Kiev: la Crimée obtint le statut de république autonome au sein d'une Ukraine par ailleurs unitaire. Lors d'un référendum national en décembre 1991, 90% des votants se prononcèrent en faveur de l'indépendance de l'Ukraine, contre 54% seulement en Crimée.

Depuis 1994, *Leonid Kutschma* fut président de Kiev. Il revalorisa la langue russe,

# «Horizon Europe» et les produits en technologie médicale

## La Suisse consolide ses divers «plans B»

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

De manière totalement arbitraire et en violation des traités en vigueur, Bruxelles refuse actuellement à la Suisse de bénéficier des droits définis dans deux des accords inclus dans les Accords Bilatéraux I. L'accord sur la recherche permet aux chercheurs suisses de participer sur un pied d'égalité aux programmes-cadres de recherche européens; la Suisse, étant un état-associé depuis 2004, cela lui ouvre le droit à une coopération effective dans tous les programmes. D'autre part, «l'Accord» sur la suppression des obstacles techniques au commerce» (Mutual Recognition Agreement, MRA) permet aux entrepreneurs désireux de vendre des produits industriels à l'étranger de n'avoir à effectuer qu'une seule fois les processus de certification ou d'autorisation nécessaires. Ce système constitue un gain à la fois de temps et d'argent et garantit l'égalité des chances entre les différents intervenants.

Dans le cadre de ces deux accords, la Suisse, en tant que site de recherche et de production de haute qualité, a tout intérêt à s'associer à d'éventuelles modifications des réglementations de l'UE. Les bureaucrates de Bruxelles en sont bien entendu conscients et c'est donc sur ce point qu'ils concentrent leurs attaques, même si – comme nous allons le démontrer par la suite – de nombreux Etats membres de l'UE se retrouvent eux-mêmes pénalisés en cas de restriction dans les secteurs de la recherche et des échanges commerciaux avec la Suisse. En tout état de choses, la Suisse a déjà mis en place son plan B. Où en est-on à présent?

### Exode des meilleurs chercheurs vers d'autres pays?

Peu après que le Conseil fédéral ait interrompu en mai 2021 les négociations avec l'UE sur un accord-cadre, la Commission européenne (CE) a rétrogradé la Suisse – avec effet immédiat et sans le moindre fondement juridique – au rang de «pays tiers non associé» pour ce qui concernait sa participation au programme de recherche «Horizon Europe». Le Conseil fédéral a – au moins implicitement – dénoncé l'exclusion de la Suisse en affirmant que «la participation de la Suisse aux programmes-cadres de recherche et d'innovation de l'UE relève des Accords bilatéraux I conclus en 2002 entre la Suisse et l'UE. La question d'une association de la Suisse à Horizon Europe est toutefois reconsidérée par l'UE en regard des relations Suisse-UE dans leur ensemble». «En regard des relations dans

### Les jeunes chercheurs qualifiés restent en Suisse, en dépit des fonds européens supprimés

mw. Au cours de l'émission «Rendez-vous» du 1<sup>er</sup> février 2022, la radio SRF [station suisse officielle diffusant en allemand] a présenté deux jeunes scientifiques bénéficiaires du «ERC Starting Grant», bourse de recherche très convoitée, qui promouvaient ainsi leurs recherches en cours avec 26 autres jeunes chercheurs suisses. Cette bourse est constituée de subsides émanant du programme de recherche «Horizon Europe», ces derniers peuvent atteindre des montants allant jusqu'à 1,5 million d'euros (par personne!) pour une période de cinq ans et sont attribués par l'ERC (European Research Council). Comme Bruxelles a exclu la Suisse du programme «Horizon Europe», les jeunes chercheurs suisses ne reçoivent plus leurs versements de Bruxelles, mais de la Confédération suisse.

L'entretien radiophonique avec deux des gagnants confirme que l'exclusion de la Suisse d'«Horizon Europe» est loin de provoquer l'émigration des jeunes chercheurs dans un pays de l'UE. La neurobiologiste Anissa Kempf, professeure assistante au Biocentre de l'Université de Bâle, a reçu le Starting Grant pour son travail de recherche sur les bases moléculaires du sommeil. Le fait que le prix ne lui soit pas versé par Bruxelles ne la dérange pas: «La seule chose qui change réellement, c'est la provenance de l'argent.» C'est pourquoi Anissa Kempf a décidé de rester en Suisse. Elle ajoute: «Si je n'avais pas mon emploi ici au Biozentrum et si l'environnement de recherche n'y était pas aussi fantastique, j'aurais en effet peut-être changé d'avis.»



Les recherches et l'innovation prennent une place importante en Suisse et se réjouissent d'un bon renom international. (photo SBF. Le Conseil fédéral admin.ch)

De même, le juriste et économiste américain Elliot Ash, qui occupe une chaire au Center for Law & Economics de l'ETH zurichoise et mène des recherches sur l'intelligence artificielle, souhaite lui aussi rester en Suisse. Il se réjouit du fait que son projet «soit soutenu par le Fonds national suisse, à montant et durée identiques.»

«Mais la solution suisse présente aussi des inconvénients», avance l'intervieweuse Irène Dietschi. Selon elle, l'ERC Grant offre aux jeunes chercheurs l'occasion de «se déplacer au plan international». En effet, Anissa Kempf et Elliot Ash affirment avoir reçu plusieurs offres d'universités étrangères, ils auraient donc pu «se déplacer au plan international» sans problème et percevoir leur subvention dans un des pays de l'UE correspondant qui tente d'attirer les lauréats suisses dans ses universités, par exemple en Suède. Il s'agit là, paraît-il, d'un secret de poli-

chinelle: les jeunes chercheurs suisses de haut niveau et leurs projets sont toujours convoités – indépendamment des actions punitives de la Commission européenne qui visent la Suisse.

Des 15 lauréats de subventions contactés par Irène Dietschi, seuls deux veulent se déplacer dans un pays de l'UE. Les raisons des 13 autres sont évidentes: ils trouvent les infrastructures à haut niveau et les collègues sympas en Suisse. Tant mieux s'ils se rendent compte que toute l'agitation autour du prétendu «prestige supérieur» des pays de l'UE est assez nébuleux et que leurs «ressources» sous forme de billets de 100 francs équivalent à celles en euros.

Source: Dietschi, Irène. Nach Horizon-Aus: Kampf um Schweizer Forschende» (Après l'arrêt d'Horizon: la lutte pour les chercheurs suisses.) Radio SRF, Rendez-vous du 1/02/2022. Rédaction: Daniel Hofer.

leur ensemble»? C'est là une bien étrange conception du respect des traités!

Le 23 janvier, les trois présidents de l'association des écoles supérieures suisses, *Swissuniversities*, du Conseil de l'École Polytechnique Fédérale de Zurich (EPFZ) ainsi que de *Science-industries* (Association économique de la chimie, de la pharmacie et des sciences de la vie) ont adopté une résolution demandant au Conseil fédéral de «prendre toutes les mesures nécessaires» pour que la Suisse «soit à nouveau pleinement associée à Horizon Europe avant 2022». Faute d'une adhésion totale à Horizon, «la place économique suisse perdrait beaucoup de son attrait», estime cette résolution. Et plus loin: «Les chercheurs, tout comme les spin-offs<sup>2</sup> risquent de partir à l'étranger, là où ils seront mieux en mesure de solliciter des fonds de l'UE». <sup>3</sup>

Partir à l'étranger? Eux-mêmes n'y croient tout simplement pas. Depuis l'instauration de la libre circulation des personnes avec l'UE, c'est l'inverse qui a lieu: depuis 20 ans, en raison de conditions de travail avantageuses et de

l'excellente réputation de la recherche suisse, le nombre de professeurs et d'étudiants qui entrent en Suisse dépasse largement le nombre de ceux qui en sortent. Et c'est encore le cas ces derniers temps, comme l'a relevé la radio SRF, (voir encadré ci-dessus «Les jeunes chercheurs restent en Suisse malgré l'attrait des subventions européennes»). Et les entreprises délocalisées (spin-offs) soutenues par nos écoles supérieures – rien que par l'EPFZ, c'est-à-dire par la Confédération elle-même, elles se comptent par centaines – obtiennent apparemment sans problèmes leurs subventions suisses.<sup>4</sup>

### Un plan B concernant la participation à Horizon Europe

Mes recherches personnelles m'ont conduit à ce constat: il y a bien un plan B pour la participation de la Suisse aux programmes-cadres d'«Horizon», prêt à être mis en œuvre et son financement par la Confédération est lui aussi assuré. Voyons un peu:

– **Financement:** en décembre 2020, le Conseil national et le Conseil des Etats avaient

approuvé une participation de la Suisse aux programmes de recherche de l'UE (2021–2027) à hauteur de 6 milliards de francs.<sup>5</sup>

A ma question au sujet de l'organisation du plan B, le conseiller national Franz Grüter, qui préside depuis peu la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N), m'a fourni les informations suivantes: «Des efforts sont actuellement en cours à différents niveaux sous la forme de mesures complémentaires et de substitution pour la non-association provisoire à Horizon Europe.» Grüter fait référence au communiqué de presse du Conseil fédéral du 20 octobre 2021 intitulé «Package Horizon 2021–2027: le Conseil fédéral autorise le financement direct et étudie d'autres mesures éventuelles.» Ce document stipule les points suivants:

- **Participation aux programmes de recherche:** dans le cadre du statut actuel de la Suisse en tant que «pays tiers non associé», les chercheurs suisses peuvent participer à deux tiers du programme environ.
- **Mesures transitoires et de substitution:** elles sont actuellement à l'étude par le «Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation» (SEFRI).
- **Financement direct des projets de recherche:** les chercheurs suisses ne touchant plus de fonds de la Commission européenne (CE) les recevront directement du SBFi ou du *Fonds national suisse*. Le budget qui s'élève à un peu plus de 400 millions de francs par an «repréente tous les éléments du package Horizon 2021–2027 et englobe Horizon Europe, le programme Euratom, le programme Digital-Europe DEP et la participation à l'infrastructure de recherche ITER».

### Commentaire: les doutes pour lesquelles la Suisse préfère demeurer en dehors de l'UE se confirment

Manifestement, la Commission européenne n'a pas d'autre objectif que de harceler la Suisse – «z'leidwerche», comme on dit du côté de la Suisse alémanique. Mais nous ne nous laissons pas abattre pour si peu: Jusqu'à présent, nous nous en sommes très bien sortis avec divers plans B, toujours inventifs et parfaitement adaptables dans la réalité.

A ce propos, donnons la parole à l'association d'entrepreneurs «*autonomiesuisse*» qui, parmi tant d'autres, a contribué à la rupture salutaire des négociations sur l'accord-cadre: «La place industrielle suisse figure en tête des classements internationaux grâce à son ouverture sur le monde, à sa liberté économique et à sa force d'innovation. Un lien institutionnel étroit avec l'UE et une subordination de la Suisse à la Cour de justice européenne l'obligeraient à s'aligner en grande partie sur le droit communautaire européen. La Suisse se retrouverait progressive-

### Reconnaissance allemande des produits médico-technologiques suisses Le Serpent bruxellois se mord la queue

mw. La décision chicanière de la Commission européenne du 26 mai 2021 selon laquelle les certificats concernant les produits de technologie médicale délivrés en Suisse ne seraient plus reconnus, avec effet immédiat – même rétroactif, est tout aussi contraire aux accords (et tout aussi embarrassante) que la tentative infructueuse d'exclure la Suisse de la communauté scientifique européenne.<sup>1</sup> Là encore, le serpent de Bruxelles se mord la queue, car de telles violations des accords bilatéraux avec la Suisse nuisent également à certains Etats de l'UE, dont notre grand voisin allemand. Afin de garantir l'approvisionnement du système de santé allemand en produits de haute qualité issus de la technologie médicale suisse, les autorités sanitaires de fait des Laender allemands ont analysé le nouveau règlement européen sur les dispositifs médicaux (MDR), arrivant à la conclusion que, conformément au droit européen, les certifications suisses étaient valables jusqu'au 24 mai 2024 au plus tard. Les produits suisses pourront donc continuer à être vendus en Allemagne. C'est ce qu'ils ont communiqué aux associations professionnelles allemandes intéressées, le 25 janvier 2022, au grand mécontentement de la Commission européenne. Cette dernière insiste sur le fait que les importations allemandes concernées ne sont pas «conformes aux règles». De plus, selon Bruxelles, cette lettre ne représenterait «qu'un projet de lettre d'un groupe de travail des Laender». Ce qui veut dire qu'elle n'est pas «contraignante» pour la Commission, comme affirme le porte-parole en chef de la Commission européenne à la radio suisse.<sup>2</sup>

Quelque peu prétentieux, les gens veillant à ce que la bureaucratie bruxelloise triomphe! Une lettre officielle signée par la plus haute autorité sanitaire des Laender allemands qualifiée de

simple «projet d'un groupe de travail»? Par contre, la «*Neue Zürcher Zeitung*» critique, pour une fois en toute franchise, «le fait que Bruxelles, dans son attitude de plus en plus dogmatique vis-à-vis de la Suisse, risque de perdre de vue les intérêts économiques des Etats membres». A un moment donné, prévient l'auteur, les Etats membres pourront «refuser de suivre les directives» de la Centrale. Le quotidien zurichois attribue aux Etats membres de l'UE le fait de montrer «un intérêt vif et continu à entretenir des relations économiques stables avec la Suisse», mettant en évidence qu'il «ne servirait à personne si les patients de l'espace UE devaient renoncer à des soins de santé optimaux et ceci en raison de nouveaux obstacles bureaucratiques.»<sup>3</sup>

#### BDI: maintenir et renforcer les très bonnes relations traditionnelles avec le voisin du sud

La Fédération de l'industrie allemande (BDI) ne veut et ne peut pas non plus renoncer à de bonnes relations économiques avec la Suisse. Dans sa brochure «Die Partnerschaft mit der Schweiz neu gestalten» (Renouveler le partenariat avec la Suisse) du 19 janvier 2022, elle souligne les perturbations économiques déjà importantes régissant le commerce avec la Suisse, actuellement dans le domaine des dispositifs médicaux, tandis que d'autres perturbations s'annoncent dans le domaine de la construction mécanique. Le BDI rappelle que «de nombreuses PME, mais aussi de grandes entreprises d'Allemagne et de Suisse entretiennent depuis longtemps des relations économiques intenses.» L'Allemagne continue d'être la principale partenaire économique de la Suisse qui occupe la quatrième position sur la liste des partenaires commerciaux de l'UE. «Il est donc particulièrement intéressant pour l'économie allemande que cette relation traditionnel-

lement très bonne avec son voisin du sud soit maintenue et renforcée», conclut la BDI.

Jusqu'à là, tout va bien. La BDI propose ensuite aux deux parties de «reprandre rapidement des discussions constructives», une «solution globale» étant irremplaçable, celle-ci ne devant pas «laisser de côté les questions institutionnelles essentielles.»

Cette attitude rappelle la remarque du conseiller national suisse, M. Franz Grüter, qui s'est rendu à Bruxelles, il y a quelques mois, en compagnie d'autres membres de la Commission de la politique extérieure du Conseil national pour s'entretenir avec des parlementaires européens. Même les quelques partisans suisses à son adhésion à l'UE parmi les conseillers nationaux en sont revenus eux aussi désabusés. Franz Grüter m'a décrit son impression en ces termes: «La plupart d'entre eux ne comprennent pas notre système dans lequel c'est le peuple qui décide. Le milliard de cohésion payé ne les intéresse pas, ils insistent pour que nous adhérons au droit et à la jurisprudence union-européenne. Que nous autres Suisses voulions autre chose les dépasse.»

Tâche apparemment très difficile à faire comprendre à leurs voisins que les Suisses tiennent à la culture politique qui leur est propre.

<sup>1</sup>Voir «La Suisse en Europe et dans le monde. Nouvelles du Parlement et du Conseil fédéral.» Dans: *Horizons et débats* du 12 octobre 2021

<sup>2</sup>«Schweizer Medtech-Produkte: EU pocht auf Export-Verbot. (Produits suisses de technologie médicale: L'UE insiste sur l'interdiction d'exportation.) SRF, actualités du 28/01/2022.

<sup>3</sup>Fuster, Thomas. «Ein Sieg der Vernunft: Deutschland will Schweizer Medtech-Produkte weiterhin anerkennen» dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 26 janvier 2022.

# Ludwig Erhard: père de l'économie sociale de marché

L'initiateur de l'élan économique allemand est né il y a 125 ans

par Eberhard Hamer, Mittelstandsinstitut Niedersachsen e.V.

Le 4 février 1897, il y a 125 ans, *Ludwig Erhard*, fils d'un marchand de textile, est né à Fürth. A cause d'une blessure au pied, il est dans l'incapacité de continuer à exercer le métier de son père, on lui propose donc de faire des études à Nuremberg puis à Francfort, sans avoir passé le bac. Il travaille ensuite au sein de différents instituts économiques et en tant que journaliste. Pendant la guerre encore, il publie des textes consacrés aux problèmes de la reconstruction après une guerre perdue – sujet qui fâche le parti dominant et l'empêche d'obtenir une chaire de professeur.

Après la guerre, les Alliés lui confèrent la préparation de la réforme monétaire et, peu après, il se retrouve à la direction de l'administration économique bizonne du territoire d'occupation occidentale, cela à l'époque où il rédigeait le programme économique du Parti des Démocrates Chrétiens (CDU), les «Düsseldorfer Leitsätze von der Sozialen Marktwirtschaft» (Les Principes dusseldorfois sur l'Économie de marché sociale).

En 1949, les premières élections se passent encore sous le signe de l'affrontement entre les adeptes d'une politique économique à planification étatique et ceux qui préconisent celle sociale. Renoncer à l'économie d'un état centralisé donne l'impression à beaucoup de trahir les classes démunies et ses efforts de pratiquer la justice distributive. De son côté, Ludwig Erhard préconise une économie sociale de marché en confiant la régie de la production des biens et leur distribution au prix seul. Aujourd'hui, on a du mal à s'imaginer l'acharnement avec lequel les deux côtés défendaient leurs concepts. A l'époque, l'au-

teur accompagne la campagne électorale pour le CDU avec Ludwig Erhard et se souvient très bien du zèle avec lequel on argumentait pendant les rassemblements électoraux «si l'économie de marché était du pur égoïsme»; «si elle était en effet capable de créer des postes de travail»; ou «si elle pouvait réellement garantir la distribution juste des biens au moment où elle n'était plus planifiée».

La victoire du CDU aux élections se solde par la promotion de Ludwig Erhard au poste de Ministre de l'économie fédérale, fonction qu'il assume jusqu'à 1963. Cette époque lui permettait d'appliquer solidement son idée d'une économie de marché qui renonce à toute réglementation par l'Etat. C'est le prix qui régle l'économie. La montée des prix annonçait une certaine rareté des produits qui faisait augmenter le profit et incitait ainsi à augmenter la production. Les consommateurs achetaient les produits les moins chers, attitude concevable qui engendrait la baisse des prix.

L'Etat doit assurer seul la plus grande liberté possible de la quasi-totalité des consommateurs ainsi que la loi fondamentale de l'économie de marché – l'égalité des chances – tout comme, sur le plan social, l'égalité devant la loi. Avec ce genre d'économie, on crée le droit à la concurrence avec la prohibition des cartels, l'interdiction de la discrimination et le souci de Ludwig Erhard de créer une classe moyenne forte dans le cadre d'une concurrence loyale qui en forme la base.

Pour que «personne ne perde pied dans notre économie de marché», Erhard exige également la création d'une protection sociale efficace en cas d'échec (élément qui

donne le nom devenu fameux de la variante erhardienne: l'économie de marché sociale).

Un retour aux principes propagés par Ludwig Erhard serait très important de nos jours, à un moment où l'Etat s'étend de nouveau comme une pieuvre dans tous les domaines de notre vie, où la prospérité dépend de moins en moins à l'effort personnel qu'à la dépendance aux programmes sociaux ou de subvention, où les deux tiers de la population vivent des transferts de prestations de l'Etat<sup>1</sup> et où les banques et les multinationales dominent notre marché et notre politique tout en discriminant les classes moyennes indépendantes, où les entreprises nationales sont en charge d'une contribution d'impôts qui dépasse celle des sociétés de capitaux,<sup>2</sup> où la politique ne s'occupe plus de la création de valeurs, de la croissance et de l'utilité économique mais qu'elle impose son idéologie à l'aide du dirigisme, de la domination par les fonctionnaires, de contrôle et d'une économie de plus en plus planifiée.

Le secret du «miracle économique» de Ludwig Erhard se trouve dans sa définition du bénéfice financier. Il impose le fait que seul le surplus réalisé par l'entreprise puisse être redevable aux impôts.<sup>3</sup> Au travers de leur profit interne, les entreprises sont donc capables de se financer elles-mêmes, d'investir et de créer des emplois avant que la pieuvre étatique leur retire leur argent réellement créé, comme il le fait aujourd'hui à des dimensions dépassant les 70%. Ce modèle évoque la colère de l'industrie financière internationale qui exerce les entreprises sachant comment se financer par elles-mêmes, préférant celles qui dépendent

entièrement d'un financement extérieur par le biais des crédits. L'industrie financière internationale finit par convaincre *Adenauer* que l'Etat obtient plus d'impôts en taxant non seulement le surplus, mais également les revenus internes.<sup>4</sup> Ainsi, l'époque où Ludwig Erhard était ministre de l'économie s'avère avoir été l'âge d'or des moyennes entreprises. Tout un chacun pouvait créer son entreprise en se s'auto-finançant, sans dépendre de capitaux étrangers. L'entreprise était capable de grandir et de créer un quota de fonds propres, meilleure précaution face aux crises économiques.

Aujourd'hui, les banques avec leur capital étranger ont reconquis leur hégémonie économique. Plus d'un million d'entreprises moyennes ne survivront pas à la prochaine crise, car elles ne disposent pas de fonds propres solides et de leur côté, ce sont les multinationales qui ne cessent de croître.

L'auteur a hérité d'un autre legs de Ludwig Erhard. Ludwig Erhard a été le premier et le seul ministre allemand d'économie à savoir que la prospérité ne vient pas des multinationales, mais des entreprises moyennes, fidèles à leur patrie. Il a su voir que ce sont elles qui donnent leur base à la création d'emplois, à la croissance économique et des finances publiques et qui investissent. Il était le seul à avoir mené une politique en faveur des classes moyennes (et a été couronné par le plus grand succès), à avoir créé un institut scientifique de recherches économiques en faveur des classes moyennes à Bonn et à avoir initié la fondation d'un second institut à Hanovre (*Mittelstandsinstitut Hannover*) avec le soutien d'un ancien acolyte, institutionnalisant ainsi la recherche scientifique de la condition des classes moyennes en Allemagne.

Au *Mittelstandsinstitut de la Basse Saxe*, on élabore les concepts et les stratégies susceptibles de reconstruire l'économie allemande, en vue de l'ère qui suivra celle dominée par l'idéologie écologiste et le crash qu'elle produira, tout en incluant les nouvelles données générées par le centralisme union-européen, sa régie et son modèle économiques, dictés par le bureaucratisme, à l'instar de ce que Ludwig Erhard avait fait pendant l'époque du national-socialisme. •

<sup>1</sup> V. Hamer/Jörgens. *Wer ist Mittelstand?* Hanovre 2021.

<sup>2</sup> Les banques et les multinationales profitent d'avantages fiscaux, même au travers de transferts de leurs bénéfices à l'extérieur de l'Allemagne.

<sup>3</sup> Contrairement à la situation dominante en Allemagne où les bénéfices internes se réduisent énormément à cause d'une multitudes de décomptes générés par le système fiscal le plus compliqué du monde entier.

<sup>4</sup> Il s'agissait du banquier *Abs* de la *Deutsche Bank*.

(Traduction *Horizons et débats*)

## Ludwig Erhard (1897–1977)



hd. Ludwig Erhard, fils d'un négociant de textile, est né le 4 février 1897 à Fürth. Après avoir fréquenté l'école secondaire, il suit un apprentissage commercial à Nuremberg. De 1916 à 1918, il est soldat pendant la Première Guerre mondiale et est grièvement blessé en 1918, à Ypres sur le front occidental.

De 1919 à 1922, il étudie à l'école supérieure de commerce de Nuremberg, puis de 1922 à 1925, il étudie l'économie d'entreprise, l'économie nationale et la sociologie à l'université de Francfort-sur-le-Main. Il obtient son doctorat en sciences politiques grâce à un sujet concernant la politique monétaire. Entre 1925 et 1928, il travaille comme gérant dans l'entreprise de ses parents. De 1928 à 1942, il est assistant scientifique puis directeur adjoint de l'«Institut für Wirtschaftsbeobachtung der deutschen Fertigware» (Institut d'observation

économique de produits fabriqués allemands) à Nuremberg. En 1942, il fonde son propre institut de recherche sur la consommation, l'«Institut für Industrieforschung» (Institut de recherches industrielles).

En mars 1944, il termine un mémoire dans lequel il défend la thèse que la guerre est perdue pour l'Allemagne. Peu de temps avant l'attentat du 20 juillet 1944 sur Hitler, il envoie ce mémoire à Carl Friedrich Goerdeler, qui est au centre de la résistance civile contre le régime nazi.

Après la fin de la guerre, Erhard devient d'abord ministre de l'Économie du nouveau gouvernement bavarois. En 1947, il se retrouve chef de la commission d'experts «Sonderstelle Geld und Kredit» auprès de l'administration des finances de la bizonne anglo-américaine où il est chargé de la préparation de la réforme monétaire. En mars 1948, le Conseil économique de la bizonne américano-britannique l'élit directeur de l'administration des affaires économiques. Parallèlement à la réforme monétaire de juin 1948, Erhard lance la suppression de la gestion et la libération des prix dans les zones d'occupation occidentales.

En juillet 1949, le CDU de la zone d'occupation britannique s'approprie le concept de poli-

tique économique d'Erhard, l'économie de marché sociale, dans les «principes directeurs de Dusseldorf». En septembre 1949, Erhard est élu député au premier Bundestag allemand et devient ministre de l'Économie au premier cabinet de *Konrad Adenauer*. Il le restera jusqu'en 1963.

En février 1957, Erhard publie son livre le plus important dans lequel il présente et explique en détail au grand public son concept d'économie sociale de marché, «La Prospérité pour tous».

Après la démission d'Adenauer en octobre 1963, le Bundestag allemand élit Erhard chancelier de la République fédérale. Il ne le restera que trois ans. En octobre, les membres du gouvernement du FDP démissionnent pour refus de la politique financière suivie des deux grands partis au gouvernement, le CDU et le CSU. Le 1<sup>er</sup> décembre, Erhard démissionne de son poste de chancelier. Son successeur, *Kurt Georg Kiesinger* (CDU) forme un gouvernement de grande coalition entre CDU, CSU et SPD.

Jusqu'à sa mort, le 5 mai 1977, Ludwig Erhard reste député au Bundestag allemand.

Compilé d'après <https://www.hdg.de/lemo/biografie/ludwig-erhard.html>  
(Traduction *Horizons et débats*)

## «Horizon Europe ...» suite de la page 7

ment assimilée à l'UE sur le plan économique et politique, ce qui viderait insidieusement de leur substance la démocratie directe et le fédéralisme» (<https://www.autonomiesuisse.ch/de/>).

### Addendum à propos de «l'ouverture au monde»

En effet, il ne manque pas d'autres pays dans le monde avec lesquels les chercheurs suisses pourraient et voudraient collaborer. Selon Franz Grüter, parallèlement à ces mesures, le renforcement de la coopération internationale en matière de recherche et d'innovation avec d'autres centres de recherche importants est «la priorité de notre Département de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFER)». C'est encore lui qui a en outre attiré mon attention sur la déclaration d'intention conclue entre la Suisse et les Etats-Unis en vue de renforcer leur coopération. Ce document a été signé le 19 novembre 2021 par le Fonds national suisse (FNS) et la National Science Foundation (NSF) américaine, en présence du président de la Confédération d'alors, *Guy Parmelin*.<sup>6</sup>

En poursuivant des recherches ultérieures basées sur cette information, je suis tombée sur les projets communs (Joint Research Projects) que les chercheurs suisses mènent également avec des partenaires basés dans de nombreux

autres pays, par exemple en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Au cours de la période 2017–2020, plus de 100 projets de recherche communs ont été subventionnés [avec la participation du Secrétariat d'Etat à l'économie et du Fonds national suisse]. En raison de leur réussite à ce jour, ces programmes bilatéraux seront reconduits pour la période 2021–2024. (Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI, Programmes de coopération bilatérale.) Il est bon de se rappeler qu'il y a un monde également en dehors de l'Union européenne. •

<sup>1</sup> SEFRI. Recherche et innovation. Horizon Europe et Euratom (<https://www.sbfi.admin.ch>).

<sup>2</sup> Les spin-off sont des entreprises indépendantes, créées par exemple avec le soutien financier de l'EPF pour concrétiser les résultats de la recherche en produits prêts à être commercialisés. (<https://ethz.ch/de/wirtschaft/entrepreneurs/spinoff.html>)

<sup>3</sup> <https://ethrat.ch/de/horizon-europe-resolution-der-schweizer-wissenschaft-und-der-forschenden-industrie/>

<sup>4</sup> List of ETH spin-offs. <https://ethz.ch/en/industry/entrepreneurs/spinoff/uebersicht-eth-spin-offs.html>

<sup>5</sup> «Arrêté fédéral relatif au financement de la participation de la Suisse aux activités de l'Union européenne dans le domaine de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021 à 2027» du 16 décembre 2020.

<sup>6</sup> «La Suisse et les Etats-Unis confirment leur coopération en matière d'encouragement de la recherche.» Communiqué de presse du Conseil fédéral du 19/11/2021

## «La Crimée en période ...» suite de la page 6

mais continua à placer la Crimée sous l'administration de Kiev. En 1998, la Crimée obtint davantage de droits d'autonomie au sein de l'Ukraine, car les aspirations à l'indépendance de la Crimée ne s'étaient pas affaiblies dans les années 1990. En 1997, la Russie et Kiev se sont mutuellement assuré l'intégrité territoriale par contrat. De plus, la même année, la Fédération de Russie a conclu avec l'Ukraine un contrat de location garantissant le maintien de la flotte russe en Crimée – d'abord pour 20 ans, puis prolongé jusqu'en 2042.

Les tensions historiques ont connu une escalade en 2013, après que le Président ukrainien *Viktor Ianoukovytch* avait refusé de signer un accord d'association avec l'Union européenne. Il craignait que son pays ne soit désavantagé en termes de relations économiques avec la Russie. Ont alors débuté à Kiev les manifestations de Maïdan et qui ont fini par devenir violentes, entraînant des affrontements armés. En février 2014, le Parlement de Kiev a destitué le Président dans le cadre d'une procédure anticonstitutionnelle; *M. Ianoukovytch* s'enfuit. Les pays de l'UE et les Etats-Unis ont immédiatement reconnu le nouveau gouvernement pro-occidental arrivé au pouvoir à la suite du coup d'Etat. La Russie a accusé l'Occident d'être intervenu

massivement, voire d'avoir initié les événements. En Crimée, des manifestations de protestation contre le mouvement Maïdan ont eu lieu en janvier 2014, et des violences entre opposants et partisans des nouvelles autorités de Kiev ont eu lieu en février.

A l'époque, des soldats russes se trouvaient alors en Crimée, mais moins que les 25 000 hommes autorisés par le contrat de bail mentionné ci-dessus. Le 16 mars 2014, un référendum fut organisé en Crimée pour choisir entre, premièrement, le rattachement de la Crimée à la Russie ou, deuxièmement, la reconnaissance de la validité de la Constitution de 1992 avec la Crimée comme partie intégrante de l'Ukraine. Il n'y avait pas l'option «maintien du statu quo». Avec 83% de participation, 97% des électeurs votent pour la première option, ce qui peut s'expliquer non seulement par la majorité de la population (68% de Russes), mais aussi par le fait que, du point de vue de la population, les perspectives économiques sont meilleures aux côtés de la Russie. Le 18 mars 2014, le gouvernement de Crimée a déclaré l'indépendance de la République autonome de Crimée et a demandé le même jour l'adhésion de la République à la Fédération de Russie. Par la suite, la Crimée a été progressivement intégrée à la Fédération de Russie en tant que zone économique spéciale. •

(Traduction *Horizons et débats*)



# «Se sentir proche de Max Tau, c'est se réclamer de l'entente et de la fraternité»

## Mémoires d'un philanthrope

par Karl-Jürgen Müller



ISBN 3-7970-0132-0

On tombe souvent par hasard sur ce qui a vraiment de la valeur à nos yeux. Jusqu'à très récemment, j'ignorais jusqu'au nom de *Max Tau*. Et puis, un beau matin, j'étais au volant de ma voiture et la radio allemande a diffusé une émission à la mémoire de Max Tau, né 125 ans plus tôt, le 19 janvier 1897. C'était le

seul reportage audiovisuel à mentionner cet anniversaire – c'est en tout cas ce qui est ressorti de mes recherches des jours suivants sur Internet, où l'émission était par ailleurs accessible. Pas d'autres indications pour en apprendre un peu plus sur le personnage, ou alors rarissimes. Mais ce que j'ai pu lire était impressionnant.

Deux écoles portent son nom: une à Kiel depuis 1967 et une autre depuis 1998 en Norvège, la «Deutsche Schule Oslo – Max Tau».

C'est sur le site Internet de l'école de Kiel que j'ai glané les quelques éléments de sa biographie que j'ajoute ici: «Max Tau a étudié la littérature à Kiel jusqu'en 1928, avant de travailler à Berlin comme lecteur au sein de la maison d'édition Cassirer. On considère qu'il est le découvreur de nombreux écrivains de premier ordre, par exemple *Marie-Luise Kaschnitz*, *Luise Rinser* et *Wolfgang Koeppen*. En 1938, il était devenu dangereux pour lui de vivre en Allemagne – il était juif – et il réussit à quitter le pays grâce à l'aide de quelques amis. Sa famille et ses amis furent pour la plupart massacrés par les nazis. Jusqu'en 1942 il put s'établir et travailler en Norvège, après quoi il dut passer en Suède pour fuir à nouveau l'occupant allemand. Ce fut dans ce pays qu'en pleine guerre, il participa à la fondation d'une maison d'édition de littérature allemande.»

### Un cœur plein de chaleur humaine

Ce sont les passages suivants qui m'ont particulièrement interpellé.

«Dès la fin de la guerre en 1945, Max Tau a commencé à s'impliquer activement en faveur de la réconciliation entre les pays qui avaient été envahis par les nazis et l'Allemagne elle-même, ainsi qu'à œuvrer à la réconciliation entre juifs et chrétiens. Jusqu'à la fin de sa vie, il a vécu à Oslo, continuant son travail de lecteur dans l'édition tout en publiant des livres autobiographiques. Il a prononcé de nombreux discours, toujours centrés sur l'entente entre les hommes et la paix entre les peuples.

Il fut en 1950 le premier lauréat du Prix de la paix des libraires allemands. Suivirent

de nombreuses autres distinctions et d'autres prix. En 1965, il fut nommé citoyen d'honneur de l'université de Kiel. Il conserva toute sa vie l'habitude de rendre une visite annuelle à «son» école, où élèves et enseignants lui témoignaient leur affection en raison de son caractère chaleureux.»

Le 23 juin 1967, lors de la cérémonie d'inauguration de l'école qui portait son nom, la *Deutsche Schule Max Tau*, une phrase prononcée par le proviseur de l'époque en témoigne: «Celui qui se réclame de Max Tau se réclame de l'entente, de la fraternité».

### «Essayez de vous rapprocher des autres!»

Lors de l'émission citée plus haut, la *Deutschlandfunk* a cité les paroles du cofondateur du Prix de la paix, *Friedrich Wittig* selon lequel, la façon dont vivait Max Tau «n'était pas juste une vague exaltation, mais bien plutôt l'amour conscient de l'humanité, professé par un homme devenu la proie d'une destinée politique et qui, malgré ses expériences difficiles, n'a jamais perdu ses convictions selon lesquelles nous sommes tous les créatures d'un même Dieu, unies malgré et à cause de toutes nos divisions». Il poursuit en soulignant que dans son enfance, Max Tau avait vécu et constaté qu'il était possible, pour toutes les confessions de «vivre ensemble dans la concorde et la paix». Cette expérience lui avait donné «la force d'aider à tracer les voies de la réconciliation». Ensuite, l'émission cite le passage qui va suivre, tiré du roman de Tau intitulé «Denn über uns ist der Himmel» [Au-dessus de nous, le ciel]: «N'essayez pas d'améliorer le monde en édifiant des plans et des structures. Essayez plutôt de vous rapprocher les uns des autres, de réunir les hommes les uns avec les autres et agissez avec le cœur, pas avec la raison.»

J'ai lu par ailleurs que Max Tau s'était également engagé en faveur d'*Albert Schweitzer* pour que lui soit décerné le prix Nobel de la paix. En 1955, trois ans après l'attribution du Nobel à Albert Schweitzer, il écrivit un livre, basé sur des principes similaires, sur ce grand philanthrope.

### La foi en l'homme comme antidote au poison de la méfiance

Presqu'aussitôt, je me suis mis en quête du discours prononcé par le lauréat lui-même lors de la remise du premier Prix de la paix des libraires allemands, le 22 avril 1950, ainsi que de l'allocation de l'hommage qui lui avait été rendu à cette occasion. Le présentateur – le «Laudator», *Adolf Grimme*, homme politique social-démocrate qui avait exercé durant la République de Weimar ainsi qu'au début de la République fédérale d'Allemagne, avait à l'époque trouvé des mots d'une surprenante actualité, même de nos jours. «Vous [êtes], dit-il, un témoin vivant de ce qu'il est toujours

possible, même à titre individuel, de conserver l'humanité dans ce qui reste humain, et ce même dans une époque accablée par une inhumanité diabolique. Cette exigence de la «foi en l'homme», si souvent objet de moqueries, de scepticisme, et même de mépris, vous l'avez érigé en principe de votre propre chemin de vie. Et vous l'êtes devenu [témoin de cette foi] parce que le trait fondamental de votre être est la confiance. S'il y avait davantage de gens comme vous, Monsieur Tau, nous nous en porterions tous mieux et les nations vivraient en paix les unes avec les autres. Le fait que vous soyez tel que vous êtes n'est possible que parce que vous vous êtes immunisé contre le poison de la méfiance, cette méfiance qui, à notre époque, est devenue une infection mondiale qui menace l'homme dans son existence même.»

### «Celui qui veut la paix doit d'abord la faire régner en lui-même»

S'ensuit le discours de Max Tau lui-même – prononcé il y a plus de 70 ans. Mais ses mots ne sont-ils pas, aujourd'hui encore, d'une grande actualité? Les extraits ci-dessous en sont la preuve éclatante.

«Ce n'est pas le travail en soi qui accable les gens, mais son absurdité qui souvent les pousse souvent au désespoir.

La paix est indivisible. Il est impossible à qui que ce soit de l'atteindre tout seul. C'est tous ensemble que nous devons nous la rechercher. La guerre n'a aucun sens. Aucune force ne peut seule décider de la paix. Seules les forces spirituelles sont capables de la garantir.

L'homme est devenu solitaire. Il lui suffit d'un instant pour établir la moindre connexion technique, mais le seul lien qui lui soit indispensable, le lien avec l'homme, a été détruit. Ce dont l'être humain a réellement besoin est mis hors de portée par un monde mécanisé. En allant vers les autres, on ne peut que progresser. Et celui qui veut la paix doit d'abord la faire régner en lui-même.»

### Mettre son espoir dans la jeunesse et la coopération des générations

Max Tau plaçait particulièrement son espoir dans la jeunesse et la coopération entre les générations.

«Chaque être humain, disait-il, naît avec un rêve. Il veut réaliser l'essentiel de ce qui lui est propre dans le monde. [...] C'est pourquoi nous devons essayer de préserver l'esprit même de la paix dans le cœur des enfants. Seule la jeunesse pourrait donner naissance à un nouveau mouvement spirituel, apolitique, en faveur de la paix. Les jeunes de tous les pays, les survivants des camps de concentration, ceux-là savent bien que ce n'est qu'en acquérant la maîtrise de soi qu'on peut trouver la voie de la réconciliation. Celui qui l'a

fait verra en toutes choses la lumière. Il sera capable de croire parce qu'il se sera trouvé lui-même. Il sera apte à pardonner parce qu'il aura connu la souffrance. C'est de lui que rayonnera le nouvel esprit de réconciliation.»

### Son message à la jeunesse

«C'est depuis ici, depuis Kiel, que nous adressons un appel à tous les jeunes de toutes les nations. Nous voudrions tant que les jeunes aillent vers les penseurs de leur pays pour connaître les vraies valeurs de la vie. Dans chaque pays, les jeunes doivent écrire eux-mêmes le récit de leur vie. La spécificité de la perception, la mélodie de la langue maternelle doivent chanter le grand hymne à la vie, et tout chercheur responsable doit dénoncer en quelques phrases le danger que représente la guerre. La jeunesse de tous les pays devra ensuite décider de celui qui aura le mieux transmis la légende du sens de la vie.»

### Aider les hommes à retrouver leur base éthique

Des éditeurs allemands, Max Tau attend la création d'une «librairie de la paix» – comme celle qu'il a lui-même fondée, six ans plus tard, en collaboration avec des maisons d'édition internationales. Au sein de cette édification de la paix, il accorde une importance toute particulière à la littérature, disant par exemple: «La littérature se trouve à la croisée des chemins. C'est de son esprit même que dépend notre capacité à établir la paix. Il en va de sa responsabilité toute particulière de pouvoir aider les hommes à retrouver une nouvelle base éthique. [...] Ce que les hommes politiques n'ont pas réussi à faire, l'esprit et la nouvelle littérature doivent y parvenir – faire renaître la confiance, le respect de la vie et le respect de l'homme.»

A la fin de son discours, il renoue le lien avec son début, en disant:

«Les hommes doivent essayer de se retrouver à nouveau eux-mêmes. La paix ne peut exister que dans le lien qui va de l'homme à l'homme. [...] Lorsque, grâce à la force d'âme, la confiance renaîtra dans les esprits, ce paradis qu'est la paix sera de nouveau ouvert à tous les pays. [...] Le sacrifice des victimes de tous les pays nous a imposé des devoirs. Nous devons nous montrer dignes de l'engagement envers les morts.»

On comprend donc bien pourquoi je viens de commander trois livres de Max Tau, dénichés parmi les livres d'occasion: «Trotz allem. Lebenserinnerungen aus siebzig Jahren» (Envers et contre tout. Souvenirs d'une vie sur 70 ans), «Albert Schweitzer und der Friede» (Albert Schweitzer et la Paix) et «Glaube an den Menschen» (La foi en l'homme). •

## Courrier des lecteurs

### Les affirmations évasives du genre «Que voulez-vous que je fasse seul?» sont erronées

En 1943, quand Stalingrad était au sommet de sa puissance, j'ai été réquisitionné aux canons antiaériens. J'avais 16 ans et j'ai déserté, face à la catastrophe de la fin de guerre, sans cela je ne serais plus en vie aujourd'hui. Les jeunes de 17 et 18 ans qui ne se sont pas enfuis au dernier moment ont presque tous trouvé la mort dans les combats urbains à Berlin. Je n'ai vécu aucune bataille des dimensions à Stalingrad, il est vrai, mais je me suis tout de même retrouvé dans des situations très dangereuses. Je n'oublierai jamais ce tank russe qui a écrasé un très jeune officier allemand sous mes yeux. Quand tout a été fini, il avait tout de même sacrifié sa vie «pour la patrie», une folie.

En rentrant chez moi, les Russes m'ont laissé passer quand je leur ai dit que j'étais Suisse. Un Russe m'a pris ma montre et mon appareil photo, mais je ne lui en voulais pas tellement car il m'a jeté des conserves de nourriture de son camion, en guise de dédommagement. Elles valaient beaucoup à l'époque. D'un point de vue humain, je trouve les Russes sympathiques. Il existe un livre, écrit par le Canadien *James Baques*,

intitulé «La Mort planifiée». Il décrit comment des soldats américains jetaient ou brûlaient des vivres face aux prisonniers affamés dans les camps de prisonniers de guerre du Rheinwiesengelände [situé sur le Rhin], peu de semaines après la capitulation. Un camp de mort des Américains.

Après la guerre, je me suis demandé comment cela avait pu se produire? L'excuse très répandue du genre «Tout cela est arrivé à mon insu!», je ne veux plus l'entendre! C'est pour cela que je me bats encore aujourd'hui.

Plus tard, je me suis engagé dans le mouvement pacifique et dans la protection de l'environnement. Wyhl a été une leçon pour nous activistes. J'ai participé en tant que cinéaste amateur et contribué à 20 minutes de l'important film «s'Wespennest» (Le guépier, documentaire de 110 minutes, format 8mm). Le mouvement a continué à Markolsheim, a atteint Kaiseraugst en Suisse et Gerstheim où les participants aux actions de protestations ont empêché la mise en service d'un pylône du réseau électrique EDF. Le temps passé à Wyhl a été un des plus beaux moments de ma vie. On était enga-

gés, on faisait preuve de solidarité, unis face à de puissants adversaires par l'expression «l'union fait la force!»

Aujourd'hui encore, je m'efforce de m'informer. On martèle la formule de «l'annexion de la Crimée», c'est de la manipulation, répétée encore et encore, de la propagande. L'article d'un juriste de Hambourg publié dans le «Frankfurter Allgemeine Zeitung» et rédigé d'un spécialiste du droit international dit qu'il s'agissait en réalité d'une sécession qui «a été approuvée par un référendum populaire». Les Américains ont trois principes qui régissent leur politique européenne: «to keep the Americans in, to keep the Russians out (en empêchant toute forme de bonne coopération entre la Russie et l'Allemagne ou l'Europe), to keep the Germans down». Pour atteindre ce but, les Américains mettent du sel sur les plaies partout où c'est possible (par exemple en Pologne). Aujourd'hui, ils tendent des pièges aux Russes, ce qui oblige Poutine à réagir, c'est malveillant. Au contraire de ce qui se passe, on devrait travailler ensemble. Il faudrait coopérer. Si les dirigeants le veulent, la réconciliation est possible. La façon dont

la réconciliation franco-allemande a été réussie en est le modèle.

Apprendre la langue de son voisin crée de l'amitié et favorise l'entente entre les peuples. A la fin de l'année passée, l'auteur d'un article de journal décrit les étapes de son apprentissage du français: Au début, les difficultés lui semblaient insurmontables. Sa première enseignante était une personne têtue et maussade qui lui donnait perpétuellement la note «insuffisante». Ensuite, elle a eu une enseignante qui savait motiver ses élèves. Et là, elle a terminé avec la mention «très bien». On voit à quel point l'apprentissage dépend du professeur.

La réconciliation entre la Russie et l'Allemagne couronnerait la réunification de l'Europe dans l'esprit de *Gorbachev*. N'oublions pas de *Gaulle* qui envisageait une «Europe des patries», concept totalement différent que le super-gouvernement qui règne à Bruxelles.

Ernst Udo Kaufmann, Müllheim (Allemagne)

(Traduction Horizons et débats)

# Une vie consacrée aux droits de l'homme, à la réconciliation et à la paix

A propos du livre «Ne jamais désespérer» de Gerhart Moritz Riegner

par Tobias Salander

L'année dernière a marqué le 20<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Gerhart Moritz Riegner, témoin et acteur de l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle. La «Neue Zürcher Zeitung» lui rendait alors hommage dans une commémoration (<https://www.nzz.ch/article7TYCU-1.506318>) en le qualifiant de «lanceur d'alerte et d'avertisseur».

Cet anniversaire est l'occasion de se plonger dans l'autobiographie de Riegner intitulée «Ne jamais désespérer: soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme», et de passer en revue quelques événements fatidiques du 20<sup>e</sup> siècle du point de vue du témoin de l'époque. Riegner a reçu de nombreux prix et honneurs, dont celui de docteur honoris causa de l'université de Lucerne et a été actif pendant plus de 60 ans pour le Congrès juif mondial (CJM), dont il a été le secrétaire général pendant de longues années. Il est l'auteur du désormais célèbre «télégramme Riegner» qui, en 1942, informait les puissances occidentales du meurtre en masse des Juifs en Europe, sans malheureusement rencontrer beaucoup d'écho. Après la guerre, il s'est engagé dans la formulation de la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU et des déclarations anti-discriminatoires ultérieures. Il s'est également attaché à améliorer les relations entre le judaïsme et les Eglises chrétiennes, participant notamment avec engagement à la rédaction de «Nostra aetate», la déclaration du Concile Vatican II sur l'attitude de l'Eglise catholique à l'égard des religions non chrétiennes en 1965. Malgré toutes les critiques, il faut rappeler aussi les paroles qu'il a prononcées en hommage à l'attitude de la grande majorité de la population suisse pendant la Seconde Guerre mondiale à laquelle il survécut en résidant à Genève.

L'autobiographie de Gerhart Riegner est une mine d'informations pour toute personne intéressée par l'histoire et donc par ses propres origines. Dans l'abondance de contenus, seuls quelques points peuvent être soulignés ici, mais ils sont susceptibles de contribuer à une image plus nuancée d'événements historiques choisis. Outre des événements dévastateurs, Riegner décrit également de nombreux éléments constructifs et porteurs d'espoir. Il va de soi que les déclarations de témoins, tout comme les autres sources historiques, doivent toujours être traitées avec la prudence qui s'impose en matière de critique des sources.

## L'appréciation précoce d'Hitler par Riegner confirmée par le «rabbin fou»

En 1936, Gerhart Moritz Riegner, né à Berlin en 1911, prend la direction du bureau du Congrès juif mondial (CJM) à Genève. Celui-ci avait été fondé la même année pour lutter contre Adolf Hitler et protéger les minorités juives d'Europe de l'Est. A cette époque, le jeune homme de 25 ans a derrière lui des années difficiles, mais le pire est encore à venir. Issu d'une famille juive berlinoise de la grande bourgeoisie, ouverte sur le monde et très cultivée, il s'est intéressé très tôt aux affaires politiques de la République de Weimar. Dès son enfance, sa judéité lui avait été révélée par des insultes et, comme tant d'autres, l'antisémitisme l'avait renvoyé à ses racines. Dès 1933, le jeune étudiant en droit, devenu sioniste «par désespoir» en 1930, a compris: dans le Reich allemand sous la domination des nationaux-socialistes, la vie juive dans la paix, la liberté et la sécurité ne sera plus possible. Il ne peut pas s'empêcher de constater la lâcheté des intellectuels allemands, qu'il n'a jamais pu oublier. Mais aussi une grande partie de ses compatriotes juifs qui ne veut pas entendre ses avertissements et reste, malheureusement trop longtemps, en Allemagne. Comme nous le rappelle Riegner encore en pleine consternation des décennies plus tard, ils ont été confortés dans leur attitude de refoulement du malheur qui les menaçait par un rabbin américain envoyé en Allemagne par des organisations juives américaines pour prendre position contre un autre rabbin américain, Stephen Samuel Wise, et mettre la communauté en garde contre ce dernier, surnommé le «rabbin fou». Mais qu'avait

donc dit Wise, cet ardent sioniste, président d'honneur de l'American Jewish Congress et plus tard cofondateur et premier président du CJM, d'apparemment si aberrant? Immédiatement après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, il avait appelé au boycott de l'Allemagne nazie et avait averti que ce qui se passait alors en Allemagne pouvait se produire le lendemain dans n'importe quel autre pays si on ne l'arrêtait pas: «It is not the German Jews who are being attacked. It is the Jews» (On n'attaque pas les Juifs allemands, mais tous les Juifs). (<https://www.worldjewishcongress.org/en/bio/rabbi-stephen-s-wise>)

Riegner regrette que cette appréciation tellement lucide du rabbin Wise en 1933 ait été torpillée de la sorte par ses propres coreligionnaires. Si les organisations juives américaines échouaient, comment les masses pouvaient-elles se rendre compte de la gravité de la situation?

La fuite de Riegner le conduit d'abord à Paris, puis à Genève, dans la Suisse neutre. Et c'est de là qu'il s'engagera de toutes ses forces, pendant les 60 années suivantes, pour la défense et la protection de la vie, pas uniquement juive, dans le monde entier. Bien qu'il voie s'approcher la catastrophe qui va s'abattre sur les Juifs et la paix mondiale, il ne peut pas l'arrêter, à cause de l'indifférence morale et de l'opportunisme politique d'un grand nombre de personnes, mais aussi d'Etats.

## Le télégramme Riegner révèle la «solution finale»

Le 29 juillet 1942, Benjamin Sagalowitz, chef de presse de la Fédération suisse des communautés israélites à Zurich, appelle Riegner à Genève pour lui dire qu'il a reçu des informations d'un grand industriel allemand du nom d'Eduard Schulte, selon lesquelles Hitler planifie l'extermination des Juifs en Europe de l'Est, avec du cyanure d'hydrogène. Il leur faut à tous deux quelques jours pour enregistrer réellement ce message. Bien sûr, Riegner sait qu'à l'anniversaire de la prise du pouvoir en 1939, Hitler avait accusé les Juifs d'incitation à la guerre, avait prédit que cela mènerait à la fin des Juifs en Europe, et il l'a répété en 1940, 1941 et 1942. Mais faut-il prendre ça pour argent comptant? Après tout, déjà «Mein Kampf» («Mon Combat») n'a pas été pris au sérieux! Mais il y a les arrestations et les déportations de Juifs dans toute l'Europe durant l'été 1942. Et on connaît alors le système des camps de concentration en Allemagne. Tout cela rend crédible l'avertissement de l'industriel allemand.

Riegner sait également que l'invasion de l'Union soviétique a été suivie d'horribles massacres de Juifs. Début 1942, il apprend encore que des massacres au gaz ont été perpétrés dans des bus. Riegner se confie alors à Paul Guggenheim, conseiller juridique du CJM et professeur suisse de droit, dans le but d'informer les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Par la suite, Riegner rencontre le vice-consul des Etats-Unis à Genève. Il lui demande d'informer le gouvernement américain, de faire vérifier les faits par les services secrets et d'informer le président de la CJM, ledit Stephen Samuel Wise, un ami personnel du Président Roosevelt. Le télégramme à transmettre informe du plan du «Führer» de tuer quatre millions de Juifs en Europe de l'Est et cite comme source non vérifiée ledit capitaine d'industrie allemand Schulte, qui a des relations avec les dirigeants nazis.

Le télégramme est envoyé par le vice-consul à Genève à l'ambassade des Etats-Unis à Berne, puis au Département d'Etat américain à Washington. Riegner fait de même au consulat britannique, avec la demande d'envoyer le télégramme au dirigeant britannique du CJM, devant ensuite informer Wise. Sage précaution, car en réalité, le Département d'Etat américain ne transmettra pas le télégramme à Wise, sous prétexte que «sa nature n'est pas fondée»! Wise reçoit le télégramme trois semaines plus tard, le 28 août 1942, et en informe immédiatement Sumner Welles, le secrétaire d'Etat américain adjoint, qui ne veut rien publier avant que le Vatican et le CICR ne l'aient vérifié. Mais ces derniers ne

sont pas en mesure de confirmer l'avertissement. En Grande-Bretagne, les cercles compétents se demandent qui est ce Riegner, car ils ne veulent pas croire à son avertissement. Pourtant, selon Riegner, on sait aujourd'hui que les services secrets britanniques pouvaient décrypter le code radio allemand depuis 1941, et tout écouter sur la «solution finale» décidée en 1942 à Wannsee.

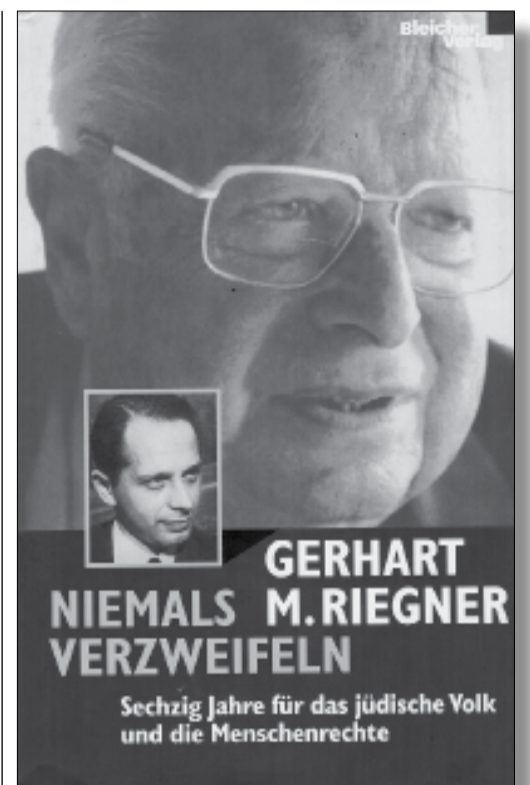
Riegner est choqué par la lenteur des réactions des Alliés. Il recueille donc d'autres informations: des lettres de Varsovie sur les déportations quotidiennes, des rapports de Riga, et le récit de médecins suisses partis sur le front de l'Est pour soigner des soldats allemands, contre l'interdiction expresse du Département militaire fédéral. Le CICR confirme alors également à Riegner avoir entendu de tels récits tenus par des Allemands. Et lors d'une autre visite en Suisse, l'industriel allemand qui avait été le premier à parler du plan de la solution finale confirme la décision d'Hitler de donner l'ordre de mise en œuvre, et que celle-ci est maintenant en cours. Riegner transmet toutes ces preuves au consul des Etats-Unis à Genève.

A la mi-octobre 1942, Riegner est finalement invité à l'ambassade des Etats-Unis à Berne; il s'y rend avec le représentant de l'Agence juive et présente un memorandum contenant des déclarations de témoins oculaires. Il y mentionne également le nom de l'industriel allemand Eduard Schulte. L'ambassadeur estime que tout cela est crédible, demande à quelques témoins de faire une déclaration sous serment et envoie le dossier aux Etats-Unis, où le secrétaire d'Etat adjoint Sumner Welles confirme à Stephen Wise la véracité des craintes. Le CJM pourrait maintenant rendre les choses publiques. C'est ce que font immédiatement Wise et Nahum Goldmann, cofondateur du CJM et président de 1951 à 1978, et les organisations juives américaines et britanniques font pression sur leurs gouvernements pour qu'ils agissent enfin. C'est ainsi que le 17 décembre 1942, les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'URSS, ainsi que de nombreux gouvernements européens en exil, s'opposent dans une déclaration commune publiée à Washington, Londres et Moscou à la politique d'extermination des Juifs d'Europe par les nazis. Cette déclaration fait état des déportations vers l'Europe de l'Est, mais aussi du meurtre de masse en Pologne et du système de travail forcé. Les responsables seraient amenés à rendre des comptes après la guerre.

Mais il s'avère que la déclaration n'est qu'un aveu du bout des lèvres. Aux propositions concrètes des organisations juives sur la manière de sauver les Juifs, les Alliés répondent qu'il faut d'abord gagner la guerre. Et la demande ultérieure de bombarder les voies ferrées menant à Auschwitz et aux fours crématoires sera rejetée avec l'argument fallacieux que les bombardiers n'avaient pas cette portée, alors que les installations industrielles d'IG-Farben à Auschwitz-Monowitz, à cinq kilomètres d'Auschwitz, furent pilonnées sans problème par les bombardiers alliés.

En tant que lecteur, on souffre avec Riegner et les victimes, et on est consterné par l'indolence des Alliés. Riegner se pose la question de savoir pourquoi on a échoué et voit la raison dans l'antisémitisme largement répandu, notamment chez les Alliés. Ainsi, les Etats-Unis n'ont guère accueilli de Juifs, pas plus que les Britanniques, qui ont par ailleurs bouclé le lieu de refuge qu'aurait pu être la Palestine. Les navires de guerre américains qui transportaient du matériel vers la Grande-Bretagne auraient pu sans problème emmener des dizaines de milliers de réfugiés juifs sur le chemin du retour. Même le rachat de quelque 200 000 Juifs allemands, envisagé par Nahum Goldmann en 1942, est refusé par les Alliés: il faut d'abord gagner la guerre, voilà le credo continuellement rabâché par Londres et Washington.

Outre l'antisémitisme au sein du Département d'Etat américain et l'indifférence morale des bureaucrates civils et des hauts gradés militaires, Riegner identifie comme autre cause de l'échec des efforts de sauvetage la monstrosité du crime, qui était



ISBN 3-88350-669-9

sans précédent et tout simplement au-delà de l'imaginable. De plus, il y avait eu pendant la Première Guerre mondiale de nombreuses «fake news» sur de prétendues atrocités allemandes, démenties après la guerre. A cela s'ajoute le fait que les nazis ont mis en œuvre la «solution finale» dans le plus grand secret, adaptant aussi le langage afin de brouiller les faits.

Enfin, Riegner souligne qu'à l'époque, les Juifs n'avaient guère d'influence sur la politique, une situation que l'on a du mal à imaginer aujourd'hui au vu de la force d'Israël et de l'influence des Juifs américains sur la politique.

Une autre grande déception pour Riegner: la conférence des Bermudes de mars 1943, où se sont rencontrés les Britanniques et les Américains, excluant les organisations juives, et ont décidé dans le plus grand secret de ne rien faire pour les Juifs. Leur motif? Il fallait d'abord gagner la guerre.

Qui s'étonne dès lors que l'idée selon laquelle les Juifs ont désormais besoin de leur propre Etat soit devenue majoritaire parmi les groupes juifs à partir de 1943? David Ben Gourion l'avait déjà formulé en 1942: l'objectif des Juifs dans cette guerre doit être d'obtenir leur propre Etat.

## Collaboration entre le CJM et le CICR

Riegner et le CJM avaient déjà eu des contacts réguliers avec le Comité international de la Croix-Rouge en matière d'aide humanitaire pendant la guerre civile espagnole. Les efforts du CICR pour étendre les Conventions de Genève à la protection des civils en temps de guerre, malheureusement infructueux en 1934, ont été soutenus avec succès par Riegner et le CJM après la guerre.

Vers la fin de la guerre, Riegner parvient à convaincre le CICR, qu'il soumet également à une critique massive, de mener des discussions avec les nazis sur la situation des détenus dans les camps. Les nazis accordent alors effectivement au CICR l'accès à tous les camps jusqu'à la fin de la guerre. C'est une protection efficace contre les meurtres de masse attendus au cours des derniers mois de la guerre. Et le 21 avril 1945, Himmler, qui espérait une paix séparée avec les puissances occidentales, reçoit même l'envoyé du CJM Norbert Masur près de Berlin, ainsi que le comte Folke Bernadotte, vice-président de la Croix-Rouge suédoise. Des centaines de milliers de personnes peuvent ainsi être sauvées. Riegner souligne expressément qu'il n'en est jamais question dans les livres sur la Shoah, et s'en étonne.

## La Suisse a sauvé plus de Juifs que la plupart des autres pays

Les propos de Riegner sont remarquables par le fait qu'il adopte toujours un point de vue personnel, nourri par sa contemporanéité, et généralement sans le moindre manichéisme ou enfermement idéologique. Il en

## «Une vie consacrée au ...»

suite de la page 10

va de même lorsqu'il se penche sur le rôle de la Suisse, son pays d'accueil et de refuge de longue date.

Tout en critiquant sévèrement le comportement des autorités suisses, Riegner fait remarquer que la situation géostratégique de la Confédération ne doit pas être mise de côté lors de l'évaluation de son rôle dans la Seconde Guerre mondiale. A partir de 1940, la Suisse était presque entièrement encerclée par les puissances de l'Axe, il fallait donc importer des matières premières et des denrées alimentaires en étant tributaire de la bonne volonté des nazis. C'était une situation très dangereuse, et lui-même vivait avec son sac à dos toujours prêt, afin de pouvoir fuir à tout moment dans les Alpes suisses. En tant que témoin de l'époque, il prenait la menace militaire très au sérieux, contrairement à certains historiens, qui l'analysèrent le fait accompli. C'est pourquoi, selon Riegner, la Suisse n'avait pas d'autre choix que de travailler pour l'économie allemande, sans quoi il y aurait eu un chômage de masse, des troubles et une augmentation du nombre de frontistes. Là encore, Riegner montre clairement à quel point il était difficile pour la Suisse de ne pas avoir d'autre choix! Il fallait constamment s'attendre à une invasion de la Wehrmacht.

Comme beaucoup de ses contemporains, Riegner s'est heurté au discours conformiste du conseiller fédéral *Pilet-Golaz*, et comme beaucoup, il a ressenti le discours du Grütli du général *Henri Guisan* comme un correctif bienfaisant. Et puis, la grande masse des Suisses aurait sérieusement voulu se défendre. Certains politiciens, admet-il, auraient fait des concessions que la population aurait refusées si elle en avait eu connaissance. Une population d'ailleurs très largement épargnée par Riegner: dans l'ensemble, la propagande nazie n'aurait pas été appréciée. Bien sûr, les nazis avaient aussi des sympathisants suisses, les frontistes, même en Suisse romande. Mais ils n'auraient jamais représenté plus de 10 pour cent de la population. En plus les gens vivaient près de la frontière, en plus le rejet des nationaux-socialistes allemands et des fascistes italiens étaient fort! En ce qui concerne la presse suisse, elle aurait été une épine dans le pied des nazis.

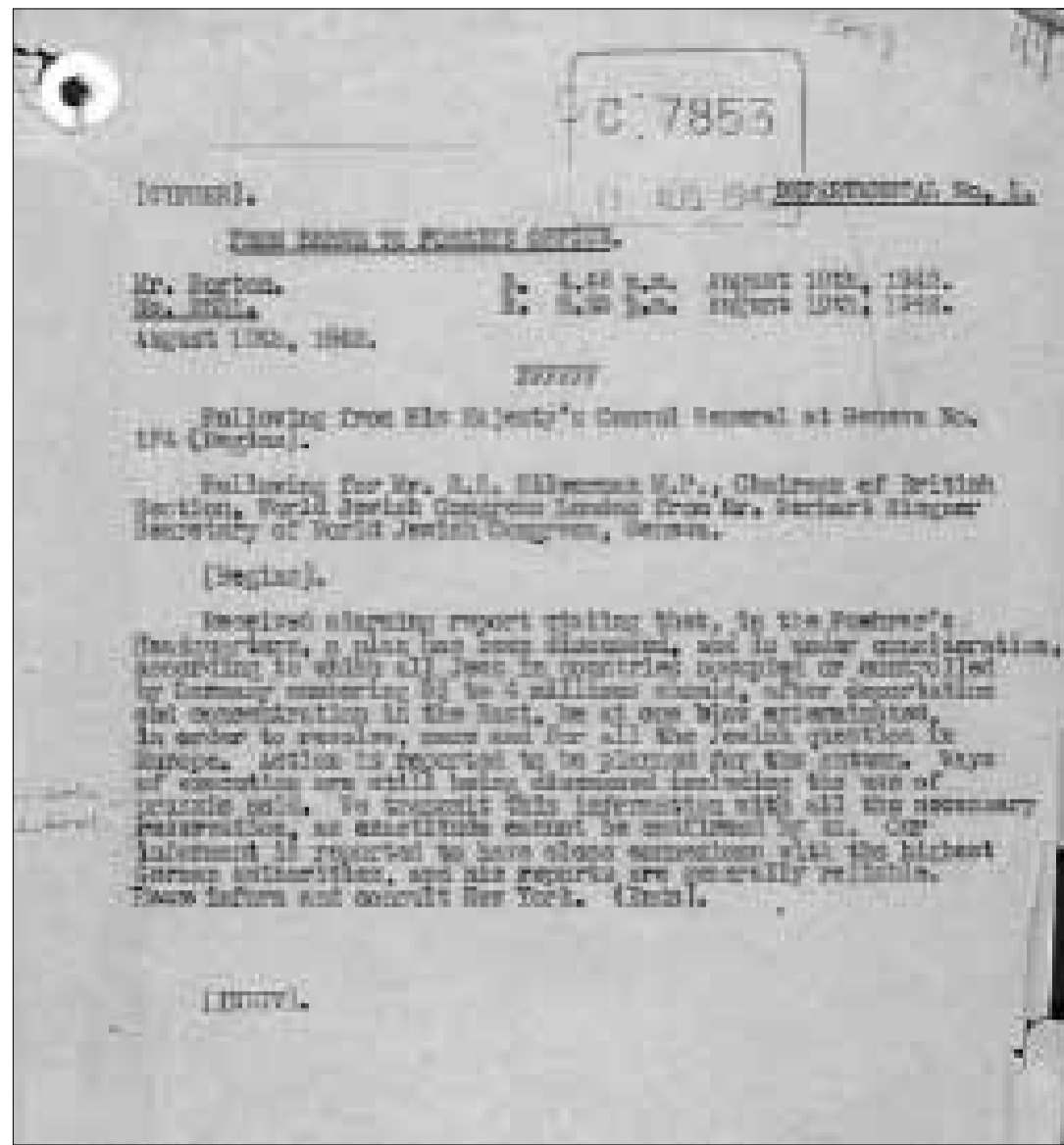
Concernant la politique officielle suisse en matière de réfugiés, Riegner est tout à fait d'accord avec le Rapport *Bonjour*, qui lui reprochait d'avoir été trop peu généreuse; il aurait été possible d'aller beaucoup plus loin. Mais là aussi, Riegner fait une distinction bienvenue entre la politique officielle et son application souvent peu cohérente.

Au total, la Suisse aurait sauvé 28 500 Juifs; c'est-à-dire davantage, et Riegner le souligne spécialement, que la plupart des autres pays! Pourtant, on aurait pu sauver trois fois plus de Juifs. Après tout, n'a-t-on pas accueilli 100 000 soldats?

Comme dans tous les autres pays, on n'aurait pas voulu des Juifs en Suisse. Même parmi les Juifs suisses, une certaine réticence aurait été perceptible pendant quelques temps. Bien que la *Fédération suisse des communautés israélites* fût membre du CJM, son président aurait pris ses distances avec le CJM pendant la guerre, en raison d'une neutralité de la Suisse mal comprise. Et il se serait plutôt rangé du côté du gouvernement et aurait soutenu sa politique restrictive en matière de réfugiés. Après la guerre, il aurait tenté de se justifier auprès de Riegner. Son successeur se serait ensuite montré plus courageux.

Même si, comme dans les autres pays, Riegner constate dans la Suisse de l'époque un antisémitisme profondément ancré, il rend hommage à la résistance de la population contre l'application stricte de la politique d'asile. Pendant la guerre, on faisait la distinction entre les réfugiés politiques et les «réfugiés raciaux». Ces derniers n'avaient pas le droit d'asile. Et malgré tout, Riegner constate que 1200 Juifs ont encore été accueillis en Suisse jusqu'en 1942.

Le droit d'asile aux «réfugiés raciaux» leur a été refusé à partir du 13 août 1942. Au moins 30 000 à 40 000 Juifs ont été refoulés, remis entre les mains de la Gestapo. On savait qu'ils étaient envoyés vers une mort certaine. Mais ces mesures sévères provoquèrent un large soulèvement, tous horizons



Le fameux «télégramme Riegner», avec lequel Gerhart Riegner voulait informer le monde sur l'Holocauste, sans rencontrer d'écho dans un premier temps. (photo [www.nationalarchives.gov.uk/wp-content/uploads/2017/09/2\\_FO-371-30917-Riegner.jpg](http://www.nationalarchives.gov.uk/wp-content/uploads/2017/09/2_FO-371-30917-Riegner.jpg))

politiques confondus, ce qui impressionna profondément Riegner. Même des églises critiquèrent le gouvernement. Ces interventions ont eu pour effet d'assouplir les règles. Les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans étaient désormais admis sans restriction, y compris leurs parents, ainsi que les plus de 65 ans, les malades et les femmes enceintes. Et après la chute de Mussolini, la Suisse a ouvert grand ses portes aux réfugiés juifs italiens!

Riegner attribue à la Suisse de bonnes notes pour son travail de mémoire, et ceci avant le rapport *Bergier*. Ainsi, le rapport *Ludwig* aurait fourni un retour analytique pertinent sur la politique des réfugiés, et l'histoire de la neutralité suisse en neuf volumes d'Edgar Bonjour et l'étude de *Jean-Claude Favez* sur le CICR et le Troisième Reich «Das Internationale Rote Kreuz und das Dritte Reich» auraient présenté l'histoire de manière ouverte et honnête et conduit à la révision du droit des réfugiés.

Enfin, Riegner rappelle que le président de la Confédération de l'époque, *Kaspar Villiger*, a reconnu en 1995 que l'on s'était rendu fautifs envers les Juifs, et que le chef de la police de Saint-Gall, *Paul Grüniger*, qui avait laissé entrer en Suisse des centaines de réfugiés juifs autrichiens après l'Anschluss, a aussi été réhabilité en 1995.

#### L'engagement de Riegner pour les droits de l'homme

Riegner n'était pas le seul à s'interroger sur la manière d'empêcher à l'avenir des massacres de cette ampleur. En 1944, le Congrès juif mondial se réunissait à Atlantic City, New Jersey, avec l'ambition de trouver des moyens de prévenir d'autres génocides. Le thème était une fois de plus le sauvetage des Juifs d'Europe. Les délégués ont également demandé l'adoption d'une déclaration des droits de l'homme, l'égalité des droits pour tous les citoyens de chaque pays, la protection des minorités, et que l'antisémitisme soit désormais poursuivie en justice. L'arrestation des coupables depuis 1933, des restitutions, et une réparation collective ont été demandées également; enfin, la création d'une patrie pour le peuple juif en Palestine, territoire sous mandat britannique.

Dès lors, Riegner et le CJM s'engagèrent aussi de toutes leurs forces dans la formulation des droits de l'homme et de la Charte des Nations unies. Il évoque les dix commandements et le respect d'autrui, qui pourraient être considérés comme les racines juives des droits de l'homme. D'une manière générale, on peut dire que l'histoire moderne des Juifs est l'histoire de la lutte pour les droits de l'homme. Même si de nombreux pays se

seraient montrés réticents à l'égard des droits de l'homme, qu'ils considéraient comme une ingérence dans leurs affaires intérieures, le CJM se serait explicitement engagé à ce que la communauté internationale puisse intervenir en cas de violation de ces droits. Au moins cinq articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU porteraient l'empreinte du CJM, tel que l'article 26, stipulant que toute personne a droit à l'éducation et à la fréquentation d'une école, l'article 30, excluant toute action contre la Déclaration, et l'article 29, interdisant d'agir contre les principes de l'ONU. L'article 14 sur le droit d'asile, l'article 7 sur la non-discrimination et l'article 11 sur la non-rétroactivité des lois auraient également été renforcés par le CJM. Avec l'intégration en 1966 de la Déclaration non contraignante dans les deux pactes relatifs aux droits civils et politiques, et aux droits économiques, sociaux et culturels, il aurait été possible de transformer le droit naturel en droit positif.

Après une vague de graffitis antisémites dans le monde entier en 1959, Riegner et le CJM seraient passés à l'action, pour aboutir en 1963 à l'adoption de la *Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale/ethnique*, suivie de la Convention en 1965.

La *Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction* a pris plus de temps. En 1981, le CJM sous Riegner a réussi à l'adopter en collaboration avec le Vatican, qui s'intéressait aux chrétiens d'Europe de l'Est.

Et c'est grâce à Riegner que le paragraphe 4 de la Charte de Paris de 1990 pour une nouvelle Europe condamne le racisme et l'antisémitisme.

Son livre, paru pour la première fois en français en 1998, n'aborde plus le fait qu'à partir de la fin des années 1990, la protection des droits de l'homme ait également été utilisée comme prétexte pour mener des guerres d'agression contraires au droit international, destinées à imposer des intérêts de puissance individuels. On aurait également aimé en savoir plus sur les relations entre Israël et les Palestiniens. Riegner se contente de dire dans son livre que le mandat du Premier ministre *Benjamin Netanyahu* aurait nui à la cause d'Israël et du judaïsme dans le monde.

#### La contribution de Riegner à la réconciliation judéo-chrétienne

En cherchant les raisons du crime de la Shoah, il faut aussi examiner à la loupe la relation entre le christianisme et le judaïsme. Même si les «chrétiens allemands» favo-

rables au nazisme, racistes, antisémites et alignés sur le principe du Führer, ont déclaré de manière lapidaire et stupide que le Juif Jésus était un Aryen, les nationaux-socialistes étaient et sont restés clairement opposés aux principes fondamentaux du christianisme, et leur délire racial était diamétralement opposé à la conception chrétienne selon laquelle tous les hommes ont été créés à l'image de Dieu et appartiennent à une grande famille. Néanmoins, leur antisémitisme racial biologiste s'appuyait sur le ressentiment anti-judaïque séculaire des dénominations chrétiennes. Le mépris et le dénigrement des Juifs sont un fil rouge dans l'histoire du christianisme, à commencer par des passages du Nouveau Testament rédigés tardivement et reflétant la polémique autour du schisme entre les groupes de chrétiens et de Juifs rabbiniques, puis chez les Pères de l'Église des troisième et quatrième siècles, chez saint *Thomas d'Aquin*, et dans d'innombrables conciles. A maintes reprises, on essaya de jeter de nouvelles bases pour la relation entre chrétiens et juifs, mais il fallut une réflexion sérieuse et approfondie sur la Shoah pour atteindre une percée décisive. Riegner a joué un rôle déterminant dans les tentatives de l'Église catholique et du *Conseil œcuménique* des Églises, un regroupement de centaines d'Églises protestantes, réformées, anglicanes et orthodoxes, pour redéfinir leurs relations avec le judaïsme. Il reconnaît ouvertement qu'il a su exploiter les rivalités entre les différentes tendances chrétiennes. Riegner a notamment participé à la rupture historique de l'Église catholique avec sa tradition bimillénaire de «l'Enseignement du mépris» (*Jules Isaac*) des Juifs en faisant du lobbying en arrière-plan. C'est à partir de la déclaration conciliaire «*Nostra aetate*» de 1965, et en particulier de son chapitre 4 sur les relations avec le judaïsme, que l'Église catholique a commencé à se rapprocher du judaïsme. Les Juifs n'étaient alors plus considérés comme des meurtriers de Dieu, entêtés et aveugles, des rejetés de Dieu punis par la diaspora, pour lesquels Dieu aurait révoqué l'ancienne Alliance. Dans plusieurs documents et jusqu'à nos jours, les catholiques ont qualifié les Juifs d'adorateurs du même Dieu d'Israël. Pour *Jean-Paul II* ce sont des «frères privilégiés et aînés», et pour le pape *Benoît XVI* des «pères dans la foi». Enfin, cela a également ouvert la voie à la reconnaissance de l'État d'Israël par le Vatican en 1993; l'accusation du meurtre de Dieu ayant été rejetée dès 1965 par «*Nostra aetate*», les catholiques ne considéraient plus les juifs comme devant rester en diaspora. Riegner a joué un rôle essentiel dans ce rapprochement et a été officiellement invité à la cérémonie de reconnaissance. Décédé en 2001, il a encore pu assister à la demande de pardon du pape Jean-Paul II en 2000 à Rome et en Israël, ainsi qu'à une première réaction des représentants juifs libéraux à «*Nostra aetate*», également en 2000; mais cette déclaration avait encore été vivement critiquée par les milieux juifs orthodoxes. Riegner n'aura pas vécu cette situation suivante: presque cinquante ans après la déclaration conciliaire «*Nostra aetate*», des groupes juifs orthodoxes se sont également tournés vers le dialogue et donc vers la réconciliation avec le Vatican, en soulignant que malgré toutes les oppositions irréconciliables concernant Jésus, les points communs devaient être mis au premier plan, à savoir l'engagement pour la paix et la justice sociale. Quelle n'aurait pas été la joie de Riegner, à qui cette réconciliation entre personnes de confessions différentes tenait tellement à cœur!

Il vaut la peine de se plonger soi-même dans ce livre et de faire un tour d'horizon du 20<sup>e</sup> siècle, avec toutes ses catastrophes, mais aussi toutes ses rencontres réussies entre des personnes d'origines très diverses, dans le grand but d'atteindre plus d'humanité. •

Littérature:

Riegner, Gerhart. Ne jamais désespérer: soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme, Cerf, 1998

[https://www.vatican.va/archive/hist\\_councils/ii\\_vatican\\_council/documents/vat-ii\\_decl\\_19651028\\_nostra-aetate\\_ge.html](https://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_decl_19651028_nostra-aetate_ge.html)

<https://icjs.org/dabru-emet-text/>

[http://www.indialog.org/dokumente/jeru\\_rom\\_wortlaut.pdf](http://www.indialog.org/dokumente/jeru_rom_wortlaut.pdf)

## Etre humain dans la foi chrétienne face aux événements mondiaux

### Commémoration de l'évêque Elmar Fischer

par Eva-Maria Föllmer-Müller

Le 19 janvier 2022, l'évêque Elmar Fischer est décédé à l'âge de 85 ans après une courte et grave maladie à Feldkirch dans le Vorarlberg autrichien. Elmar Fischer était membre d'honneur du groupe de travail «Mut zur Ethik». Ses funérailles ont eu lieu le 28 janvier dans la cathédrale de Feldkirch en présence de nombreux dignitaires ecclésiastiques et politiques, de prêtres, de ses proches, de ses amis et de ses connaissances. Avant le début de la messe d'enterrement, les cloches des églises ont sonné pendant 15 minutes dans toutes les paroisses du pays.

Les adieux de Mgr Fischer ont été dignes et honorables, mais aussi très personnels. La messe de requiem a été présidée par l'évêque Benno Elbs, ancien élève et successeur d'Elmar Fischer. «Au nom du diocèse de Feldkirch, je voudrais remercier l'ancien évêque Elmar Fischer pour son service en tant que prêtre et évêque. Par son engagement de longue date, il a posé des jalons importants pour l'estime et le soutien des familles dans notre pays», lui a rendu hommage l'évêque Elbs. Le prédécesseur d'Elmar Fischer, l'évêque Klaus Küng, a prononcé l'homélie.

«L'évêque Elmar ne s'est jamais considéré comme quelqu'un de spécial, de particulièrement doué, de particulièrement habile, de particulièrement apte. Il ne s'est probablement même pas considéré comme particulièrement vertueux, mais il avait ce désir de chercher le royaume de Dieu en tout», a souligné Klaus Küng dans son homélie.

#### Présence et participation active à «Mut zur Ethik»

Depuis la fondation du groupe de travail «Mut zur Ethik» (Oui à l'éthique) en 1993, Mgr Fischer, alors vicaire général, a assisté et participé activement à chacun des congrès annuels de trois jours qui se sont tenus pendant de nombreuses années à Feldkirch, puis en Suisse.

Les préoccupations fondamentales des congrès étaient et sont encore aujourd'hui de coopérer dans les points communs et de se laisser vivre dans les petites ou moyennes différences. Le terrain commun est l'Etat de droit démocratique et les valeurs éprouvées de la culture chrétienne occidentale. L'évêque Fischer partageait pleinement ces préoccupations fondamentales et faisait preuve d'une grande tolérance à l'égard des autres religions et visions du monde.

Le travail dans le groupe «Mut zur Ethik» lui était un sujet cher et chaque fois que son

#### «Les jeunes lui tenaient à cœur»

«Il aimait faire de l'escalade, je l'ai accompagné à quelques reprises. [...] Il s'intéressait beaucoup aux jeunes. Il a étudié au séminaire pédagogique. Il est issu d'une famille d'enseignants, et cela a certainement donné une direction à sa vie, avoir un but pédagogique. [...] Il m'a raconté une fois que lors de sa première année en tant que professeur de religion, il avait été élu par les élèves comme le professeur le plus populaire. Il était sportif, il était jeune, cela l'a bien sûr réjoui, mais l'a aussi poussé à se demander s'il n'exigeait pas assez des élèves, et il a alors serré les rênes. Voilà sa façon d'être. [...] C'est ainsi que j'ai appris à le connaître et à l'apprécier, comme quelqu'un de droit qui va à l'essentiel. [...] Quelqu'un qui voyait les difficultés et les problèmes et les nommait avec franchise. Il était sincère et loyal. C'était un très bon collaborateur mais aussi mon ami, avec les tâches difficiles et aussi en montagne. Et je lui suis encore très reconnaissant aujourd'hui.»

Evêque Klaus Küng, extrait de l'homélie, Feldkirch le 28 janvier 2022  
(Traduction Horizons et débats)



Mgr Elmar Fischer lors d'une intervention au congrès «Mut zur Ethik» en septembre 2021. (photo wp)

#### Cherchez d'abord le royaume ..., et tout cela vous sera donné par surcroît»

Elmar Fischer est né en 1936 à Feldkirch-Tisis, en Autriche. De 1950 à 1955, il a fréquenté l'école normale de Feldkirch; il a ensuite étudié la philosophie et la théologie catholique à l'université d'Innsbruck jusqu'en 1962. En 1969, il a obtenu son doctorat en théologie. Il a été ordonné prêtre le 29 juin 1961. De 1970 à 1982, il a été recteur de l'internat diocésain Marianum à Bregenz et de 1974 à 1990, directeur de l'institut diocésain de Formation des conseillers conjugaux, familiaux et de vie. De 1979 à 1990, il a dirigé le Centre conjugal et familial du diocèse de Feldkirch (EFZ). En 1989, il a été nommé vicaire général du diocèse de Feldkirch par l'évêque Klaus Küng. Le 27 février 1990, le pape Jean-Paul

II lui a décerné le titre de prélat pontifical honoraire. En 1991, il a été inscrit par les autorités au registre national des psychothérapeutes. Le 24 mai 2005, le pape Benoît XVI l'a nommé évêque de Feldkirch. Il avait choisi sa devise épiscopale dans l'évangile de Matthieu: «Cherchez d'abord le royaume ..., et tout cela vous sera donné par surcroît.»

Après son départ à la retraite en 2011, il a vécu à Hittisau dans la forêt de Bregenz, où il a géré un centre spirituel avec les sœurs de l'Ordre des Servantes du Sang du Christ. L'évêque Fischer avait aidé l'ordre à obtenir une reconnaissance ecclésiastique, et les sœurs l'en ont remercié par leurs soins dévoués jusqu'à la fin.

temps limité le lui permettait, il venait pendant les trois jours et écoutait attentivement, même si les différentes interventions du congrès duraient souvent jusque tard dans la nuit. Au fil des ans, de nombreux articles de sa plume furent publiés dans Horizons et débats. Parmi eux, ses impressionnants récits de voyage avec des réflexions approfondies de Guadeloupe et du Brésil sur le travail de son ami l'évêque Alfredo, s'occupant inlassablement des enfants des rues depuis 1984, dans des conditions très difficiles, et qui a pu depuis créer de nombreux centres sociaux.

#### Il se faisait sa propre opinion

L'évêque de Feldkirch de l'époque, Klaus Küng, avait demandé à son vicaire général, M. Fischer, de participer au congrès lors de l'initiatrice de «Mut zur Ethik», M<sup>me</sup> Annemarie Buchholz-Kaiser, et quelques collaborateurs lui eurent présenté les objectifs fondamentaux des congrès. C'était alors une période très difficile pour nous. Des thèmes tels que les fondements éthiques, le maintien des valeurs, la famille, l'éducation, les drogues, le droit n'étaient déjà pas «politiquement corrects» pour certains, et le congrès a été exposé au début à des attaques très virulentes, notamment de la part des médias.

Elmar Fischer ne s'est pas laissé impressionner par les agressions médiatiques. Il s'est fait sa propre opinion et le contenu des congrès lui a visiblement plu. Lors des congrès annuels, il venait souvent prendre un café avant le début dans le café spécialement aménagé dans le Montforthaus de Feldkirch et prenait plaisir à échanger et à choisir parmi les innombrables gâteaux faits maison qu'il pouvait déguster. Sans devoir se mettre en avant, il a participé avec intérêt à l'ensemble des activités du congrès. Ce sportif enthousiaste a volontiers raconté ses expériences d'escalade, de randonnée, de ski de randonnée et de tennis de table. Il a ensuite écouté avec beaucoup d'attention les différentes interventions du congrès avant d'apporter sa propre contribution.

Chaque fois que cela lui était possible, il a personnellement célébrer la messe pour les participants au congrès dans la cathédrale de Feldkirch.

En 2015, lors de la lecture de la version finale du «Manifestes für Europa – Wir wollen ein Europa des Friedens und des Rechts!» (Manifeste pour l'Europe – Nous voulons une Europe de paix et de justice), Elmar Fischer s'est spontanément et bruyamment exclamé: «Je soutiens pleinement cette démarche.»

#### Il disposait d'un riche trésor d'expériences tirées de son activité professionnelle

Il a su combiner de manière fructueuse ses thèmes clés, à savoir le mariage et la famille, la jeunesse, l'amour, la formation humaine, l'humanité, avec un regard sur les événements mondiaux et avec les contenus de sa foi chrétienne.

Le développement de l'être humain vers l'humanité (la capacité d'aimer et de vivre) était une grande préoccupation pour Elmar Fischer. Pour ce faire, il a pu puiser dans la riche expérience de son activité pratique d'enseignant, de directeur d'internat et de conseiller conjugal, familial et de vie. En tant que psychothérapeute et conseiller familial, l'évêque Elmar Fischer s'inscrivait également dans la tradition de l'enseignement de la foi catholique, qui s'est réconciliée avec les sciences humaines profanes et applique leurs connaissances de l'être humain pour le bien de ceux qui cherchent conseil. «Person – umfassende Wertschätzung des Menschseins» (L'individu – appréciation approfondie de l'être humain), tel était le titre de son intervention lors du congrès «Mut zur Ethik» en 2017: «Là, je pense que c'est simplement la chance de savoir, à partir de notre foi, que nous avons une pensée qui peut rassembler les gens, sans injustice, bien sûr avec les difficultés qui peuvent exister. Mais en fin de compte, avec l'orientation que nous nous traitons d'égal à égal et que de cette

#### «Une chose qui était propre à Elmar, c'était son humour»

«Il me tient personnellement à cœur de dire encore merci à l'évêque Elmar. Lors de notre première rencontre, j'étais âgé de dix ans et j'étais un élève accablé par le mal du pays au Marianum, dont il était recteur et directeur de l'internat. [...] Je me suis souvenu auparavant, là-bas près de la tombe, de différentes situations que nous avons vécues ensemble, de très belles, mais aussi certaines qui n'ont pas été faciles pour nous deux au cours de ces années. Mais ce qu'Elmar avait de particulier, c'était son humour. Il n'y avait guère de situations où il n'y avait pas quelque chose pour détendre la situation et permettre d'avancer ensemble. [...] C'était un homme qui essayait beaucoup de comprendre les choses, de comprendre la vie, de comprendre la théologie, de comprendre la psychologie, de comprendre l'attitude de l'homme.»

Evêque Benno Elbs, remerciements personnels, Feldkirch 28 janvier 2022

manière, nous pouvons aussi construire une société qui peut se passer de grandes guerres, mais qui peut aplanir les inégalités par la négociation, par le dialogue et par ces moyens. De cette manière, nous avons la possibilité de construire un monde au service de la paix et qui demeure orienté vers la paix. C'est pourquoi, de mon point de vue et de mon expérience, je voudrais à nouveau insister sur ce point: cette réunion qui a lieu ici, qui a toujours cette orientation, sert cet objectif et a donc une signification mondiale, une signification historique mondiale. C'est une contribution tout à fait essentielle dont le monde d'aujourd'hui a besoin pour survivre.»

Au cours de ces nombreuses années, Mgr Fischer a été un grand soutien et un enrichissement professionnel et humain pour notre groupe de travail «Mut zur Ethik», ce dont nous le remercions de tout cœur. Nous honorons sa mémoire. •

#### Faire vivre le dialogue!

«Le dialogue exige un engagement personnel. Dans ces discussions, il s'agit toujours de communiquer son propre point de vue à l'autre de manière compréhensible et ouverte, d'écouter l'opinion de l'autre sans préjugés, de clarifier les antagonismes et les accords, de gérer les divergences d'opinion de façon à éviter de détruire l'estime humaine mutuelle par les différences objectives. Mêmes les différences d'attitude humaine doivent encore être traitées avec respect afin de favoriser l'éclosion de la vérité recherchée par les interlocuteurs.»

Le dialogue est une relation qui nous sollicite entièrement en tant qu'êtres humains. Il ne doit pas être une simple technique de conversation ou de communication, ni un «moyen pour parvenir à une fin». C'est précisément pour cette raison qu'il est toujours une interrogation profonde sur l'image de l'homme, notamment lorsqu'il doit transformer les conflits en paix, lorsque les différences d'opinion ne peuvent être surmontées.

Faire vivre le dialogue demande de l'engagement, de l'implication. Mais cette attitude crée du sens, apporte des valeurs, et porte donc en elle l'énergie constructive d'une véritable humanité.»

Extrait de l'intervention de l'évêque Elmar Fischer lors du congrès «Renforcer les hommes – vivre la démocratie, les valeurs, l'éducation et le dialogue» du 3 au 5 septembre 2004 à Feldkirch/Vorarlberg  
(Traduction Horizons et débats)